

# Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Comprendre l'Union Soviétique:

**avec Alexandre ADLER**





# Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

N°19 - JUIN 1988 - ISSN 756-3205 - Com. paritaire N° 64853

## DOSSIER: LE SYSTEME GORBATCHEV

page

- Une nouvelle étape dans le  
développement du totalitarisme ? ..... 5  
Martin HYBLER
- Antigone en Russie ..... 21  
Luc de GOUSTINE
- Comprendre l'Union Soviétique ..... 27  
Entretien avec Alexandre ADLER
- A la recherche de l'Histoire ..... 37  
Martin HYBLER

## REVUE DES REVUES

- L'Europe ..... 44  
B. LA RICHARDAIS

## ECONOMIE

- Une solution pour les pays en voie  
de développement: le co-développement ..... 49  
Areski DHAMANI

## FORUM

- Charles Maurras et Auguste Comte (2) ..... 67  
Gérard LECLERC

---

Directeur de la publication: Y. AUMONT  
Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

Comité de Rédaction:  
F. AIMARD, Ph. CAILLEUX, L. DE GOUSTINE,  
P. LE ROUE, P. LOUIS, B. RENOUVIN, P. ZALIO.

---

Publié avec le concours du Centre National des Lettres

---

Photo de couverture: Patrice Le Roué

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

à retourner à CITE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

règlement à l'ordre de CITE, ccp 23 982 63 N Paris

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

.....

souscrit un abonnement,

☐ Normal pour un an (4 numéros), 125 F

☐ Soutien pour un an (4 numéros), 200 F

☐ Normal pour deux ans (8 numéros), 235 F



ci-joint règlement par chèque bancaire ou postal

**POUR VOS AMIS**

Si vous avez un ami qui, à votre avis, pourrait s'abonner à CITE,  
merci de bien vouloir nous donner son adresse afin que nous le  
contactions.

.....

.....

---

---

# Editorial

Rajeunissement des principaux cadres de l'appareil du Parti, «révélation» d'un membre du polit-buro à la presse occidentale, réhabilitation de Boukharine, retour en grâce de Sakharov, évocation d'une possible rencontre Soljénitsyne-Gorbatchev à Moscou, probable rétablissement des relations diplomatiques avec Israël, autorisation accordée à certains sportifs de jouer pour des clubs étrangers... Il ne se passe plus un mois sans qu'une information en provenance d'Union Soviétique ne remette en cause les schémas référentiels que l'on pouvait croire établis une fois pour toutes, tant il est vrai que dans ce pays, depuis l'échec de Krouchtchev, le moindre changement paraissait suspect.

A l'origine des bouleversements, la nomination à la tête du P.C.U.S. d'un homme qui reste pour bien des occidentaux une énigme. D'où la nécessité d'essayer d'en connaître davantage sur lui. Malheureusement - ou peut-être heureusement - les spécialistes ne parviennent pas à s'accorder sur ce qu'il convient de penser de ces revirements. Pour certains, comme Alexandre Adler qui analyse le système de l'extérieur, la stratégie de Gorbatchev «consiste à casser l'appareil du Parti, selon des principes qui évoquent l'alliance capétienne du roi et des communes». Pour d'autres, ces changements incontestables semblent demeurer dans le droit fil de la tradition totalitaire soviétique: «notre hypothèse, affirme Martin Hybler qui est très proche des intellectuels tchécoslovaques indépendants, est que l'arrivée de Gorbatchev (...) au pouvoir peut marquer l'ébauche d'une nouvelle étape du développement du totalitarisme». En d'autres termes, l'accession de Gorbatchev au siège de secrétaire général du P.C.U.S., serait révélatrice de la prise de conscience d'une génération, de la nécessité de renouveler l'image qu'ils donnent de leur pays à l'extérieur. Il ne s'agirait de rien d'autre que de redorer le blason terni par leurs prédécesseurs.

Quoiqu'il en soit, un «choc s'est produit, dont les chefs d'Etat et les artistes ont, les premiers, perçu l'inexorable force. Il est trop tard, maintenant, pour l'esquiver». Cette dernière phrase de Luc de Goustine indique quelques voies à suivre pour comprendre l'Union Soviétique, après notre numéro 9 consacré aux pays de l'Est, pendant l'ère Brejnev, et avant un futur numéro sur l'évolution du régime pendant le règne Gorbatchev.

Patrice LE ROUE

# **LAFAYETTE SCIENCES-PO**

**ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR PRIVÉ**

**AU CŒUR DE PARIS  
48 24 01 89**

## **“L'ÉQUIPE SCIENCES-PO”**

- Des enseignants diplômés de l'Université, de Sciences-Po, de Grandes Ecoles choisis pour leur aptitude pédagogique confirmée, leur expérience, leur disponibilité.

## **VOUS DONNE LES CLÉS POUR ENTRER À SC-PO ET RÉUSSIR VOTRE A.P.**

- Par une pédagogie adaptée à une classe de transition  
- méthode, encadrement personnalisé, motivation -  
nous donnons à l'étudiant les moyens d'optimiser son travail.

**CLASSE PRÉPARATOIRE ANNUELLE  
OCTOBRE À JUIN + AOÛT**

***BROCHURE, RENDEZ-VOUS SUR APPEL***  
**48 24 01 89**

**LAFAYETTE SUPÉRIEUR  
13, rue Bergère, 75009 Paris**  
Métro : Sentier - Rue Montmartre. RER : Les Halles



---

# Le système Gorbatchev

## Une nouvelle étape dans le développement du totalitarisme ?

par **Martin HYBLER**

### 1. Cadavre.

La pensée politique occidentale cultive deux présupposés fondamentaux, l'un de nature formelle, l'autre de nature temporelle, selon lesquels tout phénomène étudié doit avoir une forme distincte et structurée susceptible de se déployer dans le temps suivant certaines règles historiques. Ces deux présupposés sont très anciens et relèvent de l'organicisme aristotélicien: l'étude politique serait fondamentalement une étude de la vie politique des hommes comme vie d'un organisme politique.

Or ces deux conditions sont, dans le cas du totalitarisme, sérieusement mises en question.

Le totalitarisme semble refuser de se cristalliser dans les formes institutionnelles ayant le caractère d'un organisme relativement autonome; il a pour caractéristique le flou, l'empêchement à régulariser, institutionnaliser la vie sociale. Son devenir est marqué soit par l'immobilisme le plus complet de la cohérence absolue, soit par des changements violents et imprévisibles.

La réflexion politique occidentale suppose en outre une condition épistémologique, voire éthique (ce qui relève de son héritage platonicien): le politique, compris comme « forme de vie des hommes », est dans une certaine relation avec la Vérité. C'est essentiellement dans ce cadre que la Vérité est recherchée, et cette recherche est du

---

**MARTIN HYBLER**

même coup une recherche du Bien, du Bien commun. De ce noyau émane toute la problématique du gouvernement juste, de la légitimité, de la légalité, etc.

Or, la réflexion sur le totalitarisme révèle non seulement que ce système dénie aux individus toute recherche de la Vérité et du Bien (qui leur sont imposés comme préalables), mais encore organise la société et le discours de telle sorte que toute tentative pour mener une telle quête soit parfaitement exclue. Pour mener à bien notre étude, il nous paraît utile de nous intéresser au totalitarisme du point de vue de ce qui est « plus que total », c'est-à-dire des média-tions (concernant aussi bien l'activité humaine que les aspects du monde qui, dans une société non-totalitaire, autorisent l'accès à la vérité) déterminant l'espace où il se déploie.

C'est la condition d'extériorité nécessaire pour traiter du totalitarisme. Par la suite, nous distinguerons entre trois types de médiation: action, langage, image.

Nous allons tout d'abord mettre entre parenthèses le point de départ vital ou organique de la réflexion politique occidentale et envisager le système totalitaire dans sa conséquence de non-vie, de non-organisme, c'est-à-dire essentiellement de cadavre. Ce deuxième point mérite une explication.

En effet, le totalitarisme n'est aucunement un système (un organisme) comparable à ceux que l'on décrit traditionnellement dans la réflexion politique, par exemple la monarchie (vie concentrée), la démocratie (vie éparpillée), la tyrannie (vie étouffée), etc., mais plutôt un univers différent dont l'atmosphère ne se compose pas d'air respirable mais d'un autre élément. Comme si notre monde politique, composé des dites formes, avait une face cachée une « quatrième dimension », comme s'il existait un monde qui lui soit parallèle, un monde d'ombre, de formes effacées, un royaume souterrain, l'empire d'Hadès.

Il est évident que dans le cadre de cet univers peuvent « exister » des ombres très variées (c'est-à-dire des cadavres de différents êtres politiques et nationaux) et que pourtant, leur différence se trouvera singulièrement diminuée par le vague et l'indistinction y régnant. La fameuse irréversibilité des systèmes totalitaires y trouve également sa raison: il est plus difficile de penser à la résurrection d'un mort (qui ne peut être que miraculeuse!) que d'obliger le vivant à faire ou être quelque chose de différent.



Notons aussi le rapport que les systèmes para-totalitaires, que nous connaissons dans l'histoire passée ou contemporaine, entretiennent avec la mort: ainsi la civilisation de l'ancienne Egypte, entièrement orientée vers la mort et vers le traitement des cadavres, développa une structure bureaucratique dont les éléments ne sont pas sans analogie avec le totalitarisme moderne - statut de dieu reconnu au chef, mépris de la vie, goût des constructions monumentales et inutiles, système d'irrigation lié aux travaux forcés, développement par chocs violents suivis de périodes d'immobilisme, réformisme achnatonien, etc. (cf. les analyses de Bertrand de Jouvenel) (1).

On a noté, dans les sociétés africaines contemporaines «à tendance totalitaire», l'imbrication particulière des éléments totalitaires avec la sorcellerie traditionnelle, c'est-à-dire avec cette branche de l'activité humaine qui exprime les exigences de l'au-delà et qui prétend entretenir la relation avec les ancêtres morts et justifie «l'asservissement communautaire de type lignager» (2) ainsi qu'une surveillance et un clivage total avec ce qui est extérieur au lignage.

Si nous revenons à l'image hobbesienne de l'organisation politique de la société, nous voyons que pour lui (et en fin du compte pour toute science politique qui s'en inspire) sa finalité consiste dans la limitation de la violence au nom de la vie, comprise comme survie commune. C'est l'intérêt vital qui domine et qui doit être garanti par le politique.

Le totalitarisme développe, semble-t-il, une logique contraire: l'organisation sociale doit être telle qu'elle permette à ses participants une décharge maximale de la violence, de l'agressivité (de la «pulsion de mort») tout en minimisant le danger de la culpabilité et de la revanche, en bref le fardeau de responsabilité. C'est donc une logique de la mort.

Le politique se trouve ainsi défini comme ce qui permet impunément d'exercer la violence. (Notons qu'un tel concept du politique sous-tend déjà la notion marxiste de l'Etat.)

Autrement dit, il y a deux façons essentielles de se «révolter contre la mort», contre «l'entropie» (et cette lutte réalise, selon Patocka (3), la condition humaine même): la première, disons positive, consisterait dans la procréation des enfants et la fondation

(1) Bertrand de Jouvenel, *Du pouvoir*, Hachette, 1972, Paris.

(2) Jean-François Bayart, *L'hypothèse totalitaire dans le tiers monde: le cas de l'Afrique noire*, in Hermet, Hassner, Rupnik, (eds.), «Totalitarismes», Economica, 1984, Paris, 201-215.

(3) Jan Patocka, *Platon et l'Europe*, Verdier, 1983, Paris, p. 20.

---

MARTIN HYBLER

d'institutions durables pour la vie commune, d'institutions qui nous dépassent et qui serviraient à l'avenir de nos enfants les empêchant de s'exterminer et les incitant au renouvellement. Il s'agirait ici du concept arendtien (4) de l'histoire comme la suite des commencements. L'autre façon, négative, « ombreuse », serait de garantir la durée au contraire par le massacre systématisé des enfants (de tout ce qui naît), c'est-à-dire par la mise systématique hors circuit de la possibilité que quelque chose de nouveau naisse, que quelque chose de nouveau commence, avec pour conséquence la réduction de l'histoire à un seul commencement, éternellement présent, qui est en même temps aussi un seul accomplissement, donc l'abolition du temps, du changement, de l'historique tout entier, une sorte d'immortalité négative.

Il est impossible de comprendre, objectera-t-on, comment ce système cadavérique pourrait agir et subsister si toute action suppose un acteur vivant et toute subsistance étant une sur-vie.

Il y a, répondrons-nous, des modes d'action spécifiques pour le cadavérique, notamment la cadavérisation, une pénétration sournoise du cadavre dans les actions et les discours des vivants en les anesthésiant d'abord, en les envoûtant et en les détournant ensuite pour qu'ils ne visent, en effet, qu'à se trahir eux-mêmes et par conséquent à assurer l'éternisation du cadavre (cf. les célèbres analyses de tels procédés intellectuels chez Milosz) (5). Le cadavre dicte ainsi une norme, il fournit le cadre à l'orientation des êtres (pour leur vie même!) qui est beaucoup plus sûr, parce qu'absolu, que tout ce que peut proposer la société des vivants. Son action est paradoxalement plus libre parce que non soumise à des contraintes du passé et de l'avenir de la vie. Encore y a-t-il beaucoup de vivants asservis à l'entretien du cadavre, à sa momification permanente et aux rituels qui y sont liés. Cependant ils y mènent, malgré leur aspect de mortsvivants, aussi leur vie propre, une vie de Tantale emprisonné dans le royaume des morts, une vie toujours menacée et toujours en pénurie, une vie souterraine et subversive prenant des formes réduites, tantôt sauvages, tantôt détournées, mais une vie parfois se recouvrant dans une Solidarité élémentaire des êtres nus.

Ces considérations préliminaires nous conduisent à penser que l'on ne peut pas faire l'économie d'une hypothèse générale sur la nature du totalitarisme dont nous voudrions suivre les traductions et mises en œuvre successives à travers divers médias. Nous le faisons en soutenant le caractère essentiellement cadavérique, littéralement morbide, du totalitarisme. L'erreur de Claude Lefort (6) quand il

(4) Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Seuil, 1972, Paris. Toutes les autres citations d'Arendt se rapportent à cet ouvrage fondamental.

(5) Czesław Milosz, *La pensée captive*, Gallimard, 1953, Paris.

(6) Claude Lefort, *L'invention démocratique*, Fayard, 1981 Paris, p. 87 et suiv.

développe à propos de son concept du « fantasme de l'Un » une vision « organismique » du totalitarisme, serait de supposer qu'il s'agit d'un organisme vivant. Nous soutenons par contre que c'est un cadavre, une ombre d'organisme, une ombre de l'Un qui sous-tend le phénomène totalitaire.

A première vue, nous ne sommes pas trop loin de la vision apologetique et simpliste de l'« empire du Mal », etc. Le cadavre est bien quelque chose de maléfique, d'infernal... Cependant, si nous résistions à nos répulsions et à de tels jugements de valeur, nous arriverions à ce constat que le cadavre propose un terrain propice aux descriptions, dans une mesure beaucoup plus grande que ne le fait la notion du mal: sur un cadavre, la dissection est possible.

## **2. Transformations**

En traitant de la nature du phénomène totalitaire, nous étions déjà singulièrement privés de moyens d'analyse rationnelle et étions obligés de poser une hypothèse à première vue étrange, celle du cadavre. Le malaise s'accroît encore s'il s'agit de comprendre les transformations du système totalitaire, son « histoire ».

A défaut de repères palpables, les analystes sont renvoyés, le plus souvent, à des schémas élémentaires du devenir, tels que « amélioration - dégradation », « complexification - simplification », « stabilisation - déstabilisation », « libéralisation - resserrement », connotés régulièrement par le « wishfull thinking » quand il s'agit de déterminer la direction de développement actuel. En effet, il semble impossible de repérer une dynamique historique propre au totalitarisme: nous y avons une suite illogique de longues périodes où il ne se passe rien à l'exception du quotidien ritualisé et, d'autre part, les changements qui sont presque toujours violents, imprévisibles et signifiant une rupture totale amenant une réinterprétation complète du système entier.

Les événements ainsi formés sont, il est vrai, assez souvent une espèce de révolte de la vie contre le cadavérique totalitaire, de tentatives de résurrection miraculeuse (ils sont vécus en tant que tels; les exemples les plus saisissants sont ici « le printemps de Prague » et la « Solidarnosc » polonaise chaque fois accompagnés par un enthousiasme intense et quasiment miraculeux).

Cependant, il y a aussi une autre possibilité de déroulement des événements, celle qui est immanente au cadavre totalitaire. Il semble que ce cadavre puisse être porté d'un lieu à un autre, c'est-à-dire changer la médiation à travers laquelle il épanouit son action de cadavérisation sans que sa « nature » en soit touchée. Que cette transformation puisse avoir lieu dans certains cas sous la pression de la vie et de sa révolte est une question pour nous secondaire.

Nous revenons ici à notre idée de la médiation, de différents milieux dans lesquels se réalise l'influence totalitaire, des différents lieux où le cadavre puisse gésir. La transformation du totalitarisme consisterait alors essentiellement dans un transport du cadavre d'un lieu à un autre.

Nous pensons qu'il y a au moins trois lieux qui peuvent être déterminés à partir de la phénoménologie de cadavre: celui-ci est avant tout quelque chose qui n'existe pas, qui est une non-existence d'un être, le résultat de l'évènement de la mort, de l'action de tuer. Le premier lieu où gît le cadavre totalitaire sera donc celui de l'action qui sera essentiellement l'action d'extermination (cf. les analyses d'Hannah Arendt (7)). Le cadavre est encore « celui qui ne parle pas », qui ne peut en les disant, distinguer le vrai du faux, le bien du mal; le deuxième gîte du cadavre totalitaire sera en effet celui de la parole meurtrie, de la langue qui ne dit rien. Ce type de totalitarisme post-stalinien a trouvé un large écho dans les analyses dissidentes des années 70 où on parle à ce sujet du « mensonge institutionnalisé » (Kolakowski (8)) ou du « mensonge quotidien » (Soljénitsyne (9)), etc. (10). Enfin, le cadavre est aussi celui qui seulement « paraît sans pour autant exister », qui est une apparence vide, un masque, une image pure. Ainsi nous pouvons supposer que le troisième lieu du totalitarisme, gorbatchévien comme nous le verrons plus tard, pourrait être image. (Bien évidemment, il se peut qu'il y ait d'autres lieux et d'autres moyens de transmission de l'action totalitaire ne rentrant pas dans notre exposé qui se limite volontairement au totalitarisme de type soviétique. Cette question se pose notamment par rapport aux totalitarismes latino-américains, africain, islamique et asiatique.)

Bien que les trois lieux soit toujours inscrits dans chaque cadre totalitaire, nous pouvons pourtant apercevoir les déplacements successifs de l'accent, du centre de gravité du système d'un lieu à l'autre. Ainsi nous pouvons tracer une esquisse de « l'histoire » du totalitarisme comme la suite de trois formations (ou plutôt malformations cadavériques).

(7) Arendt, op. cit., pp. 173-202.

(8) Leszek Kolakowski, *Totalitarianism and the Virtue of the Lie*, in Howe (ed.), 1984 *Revisited*, Harper and Row, 1983, New-York.

(9) Soljénitsyne, *Des voix sous les décombres*, Seuil, 1975, Paris.

(10) Nous pensons aux essais de V. Havel, M. Simecka, J. Nemec, A. Michnik, J. Kuron, M. Haraszi, etc.

Ce serait d'abord un totalitarisme d'action correspondant à la période stalinienne et décrit par Hannah Arendt. Tout y est soumis à la finalité du système qu'est l'action d'extermination de masse, comme le lieu où la domination totale est démontrable. La société, caractérisée par le manque d'institutionnalisation, par une mobilisation très élevée des individus, par une mobilité incessante des carrières et des destinées, est un immense tourbillon autour de ce noyau qui emporte les êtres comme des feuilles mortes. L'extérieur, non moins meurtrier et mal délimité, est conçu comme un complot visant à la destruction dont la pénétration prétendue à l'intérieur sert à justifier les vagues de répression. Le discours idéologique qui est, comme l'a démontré Arendt, secondaire, sert d'écran protecteur pour les consciences et pour la société toute entière et est complètement déconnecté d'avec la réalité disposant ainsi d'une force mythique qui exerce son pouvoir de séduction. L'image est unique, universelle, celle de l'«avenir radieux» et de la reconstruction totale du monde, de l'homme et de l'histoire à partir du point zéro.

Dans la deuxième phase (à laquelle correspond la période post-stalinienne) le cadavre est transporté au lieu du langage qui devient le centre de gravité de l'entreprise totalitaire. Nous en trouvons les meilleures analyses chez les dissidents polonais, hongrois, soviétiques et tchécoslovaques des années 70 auxquels nous renvoyons (11). Le tourbillon totalitaire devient un mouvement circulaire, lent, régulier et ritualisé des signifiants vagues qui manquent de signifiés correspondants.

Ainsi tout - l'homme, l'histoire, le monde - est nommé comme s'ils étaient déjà morts: on parle de «l'homme socialiste» (qui n'existe pas), de la «société socialiste développée» (qui n'existe pas), de la «démocratie populaire» (un pléonasse qui n'existe pas davantage), etc. Le langage totalitaire, comme le démontre Fidelius (12), a une structure «en pelure d'oignon» évidemment identique à la structure du mouvement totalitaire analysée par Arendt. Ses termes peuvent signifier en même temps des états de choses complètement opposés.

(11) Pour bibliographie nous renvoyons au recueil « Totalitarisme » déjà cité.

(12) Petr Fidelius, *L'esprit post-totalitaire*, Grasset, 1986, Paris.

Prenons «le droit» ou «la démocratie» ou encore «la vérité» dans leur acception «socialiste» ! Par exemple le terme de «peuple» signifie son exact contraire puisqu'il n'est effectif que s'il s'agit de la «classe ouvrière» qui doit mobiliser à son tour dans un «parti d'avant-garde», géré selon le «centralisme démocratique» par une «direction collective» du Comité Central, dirigé par un Bureau politique, présidé par un Secrétaire Général qui est donc le

---

MARTIN HYBLER

peuple en personne. Ainsi la signification se perd dans des nuances infinies, se déroulant à plusieurs étages (ce qui correspond et fonde hiérarchiquement la société en divers appareils) pour aboutir enfin à un vide pur de l'arbitraire et de la manipulation. Heureusement, ceux-ci ne sont, pour leur part, que langagiers également consistant surtout dans l'émission des déclarations, résolutions, circulaires, arrêtés administratifs dont il n'existe pas d'interprétation univoque.

Par contre l'action y est repoussée à l'arrière-plan: l'intérêt prévaut de surtout ne rien faire, de la garder constante; ainsi sous la couverture des phrases, ce domaine se rigidifie, ritualise, devient l'objet de la cadavérisation lente (à l'opposé de l'extermination et de la destruction rapides) et est envahi progressivement par les formations bureaucratiques des maîtres de la parole assurant l'inactivité. Ainsi l'action devient simple fonction de la parole. La répression intervient de façon sporadique surtout là où le bouclier omniprésent du mensonge quotidien présente des failles par lesquelles s'échappe une activité non-codifiée au préalable dans ses catégories. Au niveau de l'image, subsiste vaguement l'image de l'époque précédente, ritualisée et ayant perdu beaucoup de sa crédibilité et de son pouvoir de séduction. Une sorte de jeu langagier «comme si» s'installe à travers le consensus obligatoire. L'objectif est de transformer les êtres en cadavres qui «ne parlent pas» parce que privé de moyens de se comprendre et de s'exprimer, employés au service du cadavre dont la cadavérisation vise à se perpétuer.

### 3. Gorbatchev

Notre hypothèse est que l'arrivée de Gorbatchev et de sa génération au pouvoir et leur façon d'agir peuvent marquer l'ébauche d'une nouvelle étape du développement du totalitarisme, un nouveau transport de cadavre, cette fois au lieu de l'image (13). Bien entendu, une telle hypothèse est dans une large mesure spéculative car il est encore trop tôt pour avancer des analyses plus étayées à ce sujet.

(13) Quant à la prétendue «libéralisation», nous nous bornons à notifier qu'il s'agit là d'un critère tout à fait extérieur qui n'a pas de place dans le cadre du cadavre. Vu du dehors, il peut paraître tantôt comme se libéralisant, tantôt comme augmentant la pression dictatoriale. Pourtant, le même procès peut sous-tendre ces tendances superficielles.



Pour comprendre notre hypothèse d'un totalitarisme d'image, il faut revenir à la fin de l'époque Brejnev et déterminer les motifs de ce transport. En général, il s'agissait d'une détérioration sérieuse de l'image de la société soviétique tant aux yeux de ses citoyens que pour le public extérieur. Plusieurs facteurs en sont responsables.

En premier lieu nous pouvons signaler l'effet d'événements factuels comme la Solidarnosc polonaise ou l'invasion de l'Afghanistan qui ont largement discrédité les restes de la rhétorique idéologique.

Mais aussi le développement intérieur devenait de plus en plus inquiétant: à défaut d'une véritable structure institutionnelle d'expression et de représentation sociales (de la communication vivante), l'espace politique, rempli insuffisamment par la codification bureaucratique des signifiants, devint l'objet de pénétration subversive par la vie sauvage. Les intérêts vitaux y parvinrent à un degré d'organisation élémentaire au niveau des clans et des parentés communiquant informellement à travers les barrières du système et le détournant à leur profit. Il se constitua pratiquement une société parallèle ou souterraine (vivante celle-ci, mais non moins parasite) à caractère, disons, «néo-féodale», fondée sur les parentés, les fidélités, les relations et l'échange des services dûs. Les conséquences économiques désastreuses ne tardèrent pas à se manifester.

Il est évident que ce genre de crise fut indomptable par le seul moyen du langage totalitaire: si celle-ci avait rendu possible la sortie du stalinisme, ce fut le cas seulement parce qu'il garantissait justement qu'il ne se passât rien (la seule alternative à ce rien est, dans une société déstructurée, la terreur stalinienne) et permettait d'esquiver ainsi l'action exterminatrice tout en offrant à la société une autre cohérence. Dans la confrontation avec les effets de la «vie sauvage», ce genre de discours se trouve impuissant, exploité à des fins particularistes. L'investissement totalitaire du langage a pour inconvénient que, dans la situation qui demande une action réelle de grande envergure, les moyens d'intervention efficace font défaut. Ainsi Smolar (14) note par exemple «un rétrécissement de la marge de manœuvre chez les dirigeants post-staliniens».

(14) Aleksander Smolar, *Le monde soviétique: transformation ou décadence*, in *Totalitarisme*, op. cit., p. 159-179. L'autre facteur qui me paraît important est la transformation de l'image médiatique du système soviétique due au retentissement du message des dissidents à l'Ouest. Le rôle principal incombe plutôt à la «logique médiatique» qui a assuré leur promotion: la nécessité de «couverture médiatique» des pays de l'Est et surtout de l'URSS (une

---

*MARTIN HYBLER*

telle puissance ne peut exister sans qu'il s'y passe quelque chose !) confrontée au vide de la phraséologie cadavérique a largement soutenu les efforts de mouvements dissidents dans la communication surtout parce qu'ils ont été seuls à même d'approvisionner les médias occidentaux en nouvelles authentiques. Ainsi les dissidents ont réussi, grâce à la situation de pénurie dans la communication créée par le totalitarisme lui-même, à accomplir une tâche énorme: malgré l'étendue plutôt mince de leurs mouvements (à l'exception de la Pologne) ils ont entièrement bouleversé l'image du système soviétique pour le public et aussi pour la science et la philosophie.

Même ici, le mensonge institutionnalisé se trouvait dépourvu des moyens de la contre-offensive: ses efforts propagandistes sur les thèmes traditionnels de la paix, etc. ne rapportaient plus et la persécution des dissidents approvisionnait leur arsenal médiatique et aidait paradoxalement à entretenir leur discours et à briser le monopole de la communication.

Il était plus grave et plus insupportable encore que le cadavre totalitaire devint, les efforts des dissidents mis à part, immédiatement apparent en tant que tel dans les manifestations directes du régime. L'abandon de l'action d'extermination eut en effet pour défaut qu'aucun autre mécanisme de l'échange des générations et de circulation de la population, de progression des carrières, etc. ne pouvait être prévu. Ce qui eut pour conséquence la rigidité énorme et le vieillissement progressif de toute la classe gouvernante au pouvoir, jusqu'à la fameuse gérontocratie. La vie politique devint la suite macabre des obsèques. Ajoutons les photos du Politburo, des visages délabrés trahissant le vide avec la mort inscrite sur le front et en plus la grisaille de la foule déracinée moscovite, pragoise, ou varsoviennne, les villes presque en ruine avec des slogans partout tel un memento mori, les rituels interminables des anniversaires officiels, etc.

Or un cadavre doit soigneusement éviter de se regarder dans le miroir ne supportant pas son propre vide. De plus, le cadavre totalitaire a toujours eu besoin, malgré son caractère fermé, d'un extérieur qui l'adore, l'admire, le craint; il a besoin de rayonner, c'est un cadavre exhibitionniste. Car chaque cadavre n'est qu'une apparence de l'être, qu'un extérieur, qu'une superficie pure sans profondeur et c'est cet extérieur qui l'entretient. Autrement, l'envoûtement qu'il exerce menace de se dissiper.

Nous voyons que tous ces facteurs ont pour dénominateur commun la dégradation de l'image et l'impossibilité de plus en plus évidente d'y remédier par les moyens d'usage, c'est-à-dire de trouver une solution verbale dans le cadre du mensonge universalisé.

L'objectif de Gorbatchev serait donc, suivant notre hypothèse, d'exploiter les possibilités de l'image au service du cadavre totalitaire et en même temps de déblayer la route pour des actions limitées (jusqu'ici le totalitarisme n'était capable que d'une action illimitée), cadrées justement par les images expréssément produites et émises à cet effet. Avec cela le discours totalitaire devrait rester «grosso modo» intact, seulement intégré et subordonné à diverses images selon les besoins et devenir ainsi une simple «courroie de transmission» efficace à leur service.

Si nous parcourons les principaux discours que Gorbatchev a tenus au cours de trois ans de son règne (par exemple celui du XXVII Congrès du PCUS ou encore celui de janvier 1987) nous constatons, en effet, que leur contenu a été très peu modifié par rapport à la production verbale du totalitarisme des 20 - 30 dernières années: il parle - comme tous les autres - de «réforme économique», de la «démocratisation» et de la «participation accrue des citoyens à la vie politique», des efforts consacrés au désarmement, somme toute, rien de particulièrement nouveau. Pourtant un changement profond s'est opéré au niveau de l'écoute: tandis que jusqu'ici on percevait de tels discours comme une composante du rituel sans importance réelle (on s'efforçait éventuellement de déchiffrer les nuances, les «differentiae speciei» pour en tirer quelques conclusions de nature plutôt spéculative), servant seulement au maintien du panorama immobile et ainsi de la cohérence sociale, Gorbatchev a sans doute obtenu d'être écouté, d'être pris au sérieux. Cette transformation de l'attitude des auditeurs qui suscite aussi un changement dans le retentissement de ses discours et dans l'influence qu'ils peuvent avoir sur le devenir social, résulte avant tout de l'effort que Gorbatchev réalise au niveau de l'image: tout le monde sait que les locutions totalitaires (par ex. «approfondissement de la démocratie populaire») peuvent signifier, selon le contexte implicite, presque tout (dans notre exemple, il peut s'agir une fois de relâchement relatif de la pression, une autre fois au contraire de «resserrement de la vis»). Jusqu'ici le contexte restait volontairement implicite, caché, non-abordable directement, non-transparent, ce qui laissait le champ libre à la manipulation et augmentait la dépendance des individus (l'accès à ces «contextes» définissait la position dans la hiérarchie).

---

*MARTIN HYBLER*

Gorbatchev par contre essaie d'élaborer soigneusement des contextes précis, accessibles, simples, exprimés par des images claires, comme il dit « transparentes ». C'est le positionnement de son discours dans de tels contextes élaborés au préalable et déclarés qui lui permet d'acquérir une certaine crédibilité ou pour le moins d'éveiller l'intérêt de l'auditeur. Une telle reprise et universalisation de ce qui est connu à l'Occident, par ex. « l'image de marque », « la politique médiatique », etc. pourrait signifier selon nous un bouleversement de la technique de manipulation totalitaire.

Nous pouvons suivre le fonctionnement de cette tactique en prenant l'exemple des dissidents. D'abord, Gorbatchev a par sa propre production des nouvelles intéressantes, retourné la logique médiatique contre eux. Ils ne peuvent, pour de simples raisons matérielles, soutenir une telle concurrence.

Ensuite, il les a libéré des prisons et ainsi a ôté à leur discours l'argument le plus spectaculaire qu'est toujours le Goulag. Depuis, leurs manifestations, tolérées, jouent nécessairement en sa faveur dans l'opinion (surtout occidentale qui est d'ailleurs ici visée) parce que c'est lui qui apporte du « nouveau » par son attitude « libérale » tandis que, par exemple, la revendication des Juifs soviétiques d'émigrer connue est connue depuis longtemps. Quoi qu'il en soit, à l'exception des dissidents les plus connus (jouissant d'une notoriété donc intéressant pour l'exploitation), rien n'est changé pour les autres milliers de victimes de l'injustice.

Les dirigeants soviétiques, jusqu'ici maîtres du discours, deviennent maintenant des émetteurs d'images, des metteurs en scène: le secrétaire moscovite Yeltsyn visitant les boucheries de la ville, Gorbatchev dans les usines, Gorbatchev avec Sakharov au Forum de la Paix, etc.

L'avantage est, par rapport à l'époque du totalitarisme verbal, que l'image ne demande pas une aussi grande cohérence et univocité que le discours: tandis que celui-ci doit être unique, hiérarchisé quant à ses niveaux de signification (correspondant ainsi à la codification hiérarchique de l'édifice social), les images peuvent et doivent être multiples (parfois même contradictoires parce que c'est plus intéressant; ainsi Gorbatchev peut tantôt prendre l'aspect de la tolérance, tantôt celui de l'autorité), doivent passer rapidement (on peut manipuler à volonté leur durée), doivent surprendre, doivent avoir une concrétion sensorielle, une simplicité, doivent aveugler, aba-

sourdir, séduire, usurper le temps, peuvent se passer de toute explication laborieuse et ont une existence relativement autonome. Elles sont librement couplées au discours et leur relation avec la réalité est non moins relâchée et accessible à la manipulation. Elles sont les plus susceptibles de construire toute une vie d'apparence (15).

De toute évidence, on veut, en proposant cette pluie d'images venant d'en haut, susciter chez les citoyens un certain choix parmi celles-ci qui leur permettrait de s'y identifier, s'y « retrouver » et y adhérer. C'est-ce que pense Gorbatchev en parlant « de la nécessité d'une meilleure connaissance des besoins du peuple ». Ainsi on les approvisionnerait par des orientations nécessaires pour leur activité sociale qui recevrait en contrepartie une certaine visibilité autorisée. Par ce moyen, on espère remédier au manque complet d'une véritable structure sociale fondée sur la représentation et sur l'expression de la vie de l'homme et de ses besoins.

Pour réussir, il faut surtout que ce système « imaginaire » soit compétitif par rapport à la possibilité informelle (« néo-féodale ») de faire la carrière « clandestinement », c'est-à-dire purement à travers le système personnel (et familial) des relations et des fidélités sans expression ni image quelconques. Il serait certainement souhaitable, pour Gorbatchev, que son système « imaginaire » arrive à l'intégrer à un niveau ou à un autre en lui proposant les images adéquates. L'exemple de la « réforme » hongroise qui repose dans une large mesure sur une telle acception imaginative des systèmes personnels de débrouillardise peut être une source d'inspiration. Cependant, il faut se rappeler que la désagrégation du lien social est certainement beaucoup plus profonde en URSS qu'en Hongrie.

Jusqu'ici Gorbatchev émettait deux sortes d'images, les unes destinées à l'étranger (et non propagées à l'intérieur du pays) les autres pour l'intérieur du pays. Les premières, étant axées - la constance du discours oblige - sur les thèmes traditionnels de la paix et du désarmement (enrichis, il est vrai, par les droits de l'homme), mais dépoussiérées par les initiatives spectaculaires et par les mises en scène originales (Reykjavik !), ont enregistré un important succès auprès du public occidental malgré le scepticisme déclaré de nombreux commentateurs formés à l'école des dissidents et donc plutôt méfiants. Cette méfiance est d'autant plus justifiée que Gorbatchev utilise désormais les mêmes armes et types de comportement que les journalistes occidentaux observent chez leurs hommes politiques. Ceci donne, d'autre part, naissance à un

(15) Il serait intéressant d'opérer une comparaison plus détaillée de notre totalitarisme d'image avec des réflexions de Jean Baudrillard, notamment avec sa théorie du simulacre.

---

*MARTIN HYBLER*

sentiment dangereux de proximité, de presque collégialité « professionnelle » flatteuse qui aboutit à une certaine complaisance. Il semble donc que Gorbatchev l'emporte sur ce terrain assez largement, malgré tous les avertissements, surtout grâce à l'avantage dont il jouit pour le moment : est spectaculaire et exceptionnel dans son cas même un geste considéré comme tout à fait banal et sans intérêt ailleurs - par ex. d'aller de promener dans Moscou, etc.

Dans sa politique intérieure, les images sont différentes - surtout la « refonte » et son imaginaire réparateur, la « transparence » et l'imaginaire lumineux lié à la communication - et le message passe, semble-t-il, beaucoup plus difficilement à l'exception des milieux intellectuels et culturels affamés (à eux est destinée surtout l'image de la « nouvelle pensée »).

C'est que le peuple veut tout d'abord du pain et non des images. Il refuse de s'y investir parce qu'elles ne peuvent comporter aucune garantie (le totalitarisme n'est jamais capable de garantir vraiment et de façon irréversible quoi que ce soit ; il doit toujours garder la liberté - ou l'arbitraire - de revenir sur toutes ses obligations). Le système parallèle de la « vie sauvage » paraît en l'occurrence beaucoup plus fiable. A cela s'ajoute la réaction méfiante et attentiste de toute la hiérarchie locale des « maîtres de la parole ». Si Gorbatchev veut réussir sur ce terrain décisif, il devra leur proposer un compromis compensateur ou tenter d'imposer ses images par la force et recourir à la violence, espérons limitée.

L'entreprise gorbatchévienne encourt donc de nombreux risques majeurs. Parmi ceux-ci, citons-en quelques uns qui nous paraissent importants. Le premier repose sur la fragilité foncière de l'image, sur son instabilité capable de la retourner en son contraire, sur son manque de cohérence. Comme moyen d'organisation de la société, comme porteur de sa cohérence, les images pourraient très bien échouer. Leur émission et propagation supposent en plus un appareil sophistiqué de communication, multipliant ses canaux et occupant tout l'espace social sans failles. Ce système est en URSS très déficient pour l'instant ; de plus, son développement pourrait se heurter très rapidement à l'impératif du contrôle absolu et centralisé.

D'autre part, de la logique même de l'image découle que celles-ci impressionnent seulement si elles sont cadrées dans l'image du gagnant (le perdant n'est pas captivant). Gorbatchev est donc condamné à toujours gagner et ses possibilités de camoufler les défaites sont plus restreintes que ce n'était le cas à l'époque du



---

## LE SYSTEME GORBATCHEV

totalitarisme verbal. Ce qui fragilise sa politique étrangère et l'oblige à surenchérir sans cesse par exemple dans le domaine de négociations sur le désarmement.

Mais le risque principal est avant tout que pour un totalitarisme la possibilité même d'une action sociale ou économique limitée et structurée n'avait jusqu'ici jamais été démontrée. Car si le totalitarisme agissait, il le faisait toujours d'une façon totale, astructurée et destructrice (extermination, désagrégation sociale, destruction économique dans le système de travail forcé ou semi-forcé).

La tentative gorbatchévienne encourt donc le risque du jeu avec une variable inconnue: nul ne sait s'il est vraiment possible que le cadavre totalitaire gise sur le lieu de l'image.

En effet, nous entrevoyons, dans le cadre de notre hypothèse, trois aboutissements possibles à son entreprise:

1/ L'expérience échouera à cause d'une résistance trop massive de la part des anciens maîtres de la parole; Gorbatchev ne réussira pas sa compétition ou son compromis avec la « vie sauvage »; il s'installera une régression vers le totalitarisme verbal et une décomposition lente de la société continuera avec les risques d'éclatement à long ou à moyen terme;

2/ Le lieu de l'image s'avèrera absolument inopportun pour le cadavre; le résultat pourrait être le même que dans le cas précédent, peut être plus explosif et plus violent, voire franchement catastrophique, grâce à la déstabilisation de la société provoquée par l'aventure imaginaire.

3/ Gorbatchev réussira et il s'installera une sorte de règne des images (probablement avec un culte du Chef), tout d'abord plus souple et plus structuré que ce ne fut le cas naguère, cependant ces images développeront progressivement la tendance à se renfermer dans une sorte de mouvement circulaire, se détacheront de la réalité, se ritualiseront et subiront ainsi une cadavérisation à leur tour. En bref, elles suivront en gros la trajectoire de l'action et de la parole.

#### **4. Conclusion**

Ces perspectives peuvent surprendre par leur pessimisme qui contraste avec l'optimisme, soit franc, soit modéré qui prévaut actuellement. En effet, nous soutenons que, pour le cadavre totalitaire, il n'y a d'autre moyen de changement véritable (c'est-à-dire visant la vérité) qu'une résurrection miraculeuse. Et, très certainement, dans le cas de Gorbatchev, il n'en est pas question.

Son totalitarisme reste bien un totalitarisme: les images sont émises à partir d'un centre, par lui contrôlées, les scénarios sont habilement manipulés, en bref, il s'agit d'une apparence de vie et non d'une vie véritable. Il propose seulement à l'homme, en échange de son humanité, quelques images, et ne le force plus à se renier explicitement. Le nouveau préfabriqué, intégré par une régulation habile de la communication dans les circuits sociaux préparés, n'est pas le nouveau véritable qui naîtrait dans un espace social ouvert.

Il n'est garanti nulle part (et une telle garantie est dans le totalitarisme impossible faute de véritables institutions autonomes, d'une véritable vie sociale et politique) que les détenteurs de pouvoir seront tenus de respecter les limites qu'ils s'imposent par les images. Si Gorbatchev libère actuellement les prisonniers politiques, il s'agit d'un acte aussi injuste et arbitraire que quand ses prédécesseurs les enfermaient. Dans les deux cas, il fait seulement ce qui lui paraît opportun eu égard à sa politique et à ses objectifs du moment. Il n'est pas capable - et ne le sera jamais - de leur garantir un vrai procès équitable. Parce que, chez un cadavre, le droit n'existe pas.

**Martin HYBLER**

---

# Antigone en Russie

Le dernier survivant du cuirassé Potemkine est mort. Il tenait en Irlande, à Dublin, un restaurant de « fish and chips ». Ce qui avait commencé dans l'épique, selon Eisenstein, s'achève familièrement, entre deux nouvelles du Joyce des Gens de Dublin (1).

Le temps d'une vie humaine demeure une bonne horloge des rythmes historiques. Voyez, chez nous, 70 ans après Bonaparte triomphant: Badinguet chute, la Commune saigne, la Restauration manque et, Vive la République ! L'Histoire révisé. Elle se ravise. Avec ou sans vidéothèque, elle se revisionne à loisir, une semaine de décennies plus tard, au moment de sonner l'octave qui classe et entérine. Elle se passe en revue, se confesse, se retouche, ou même se retourne: elle fait sa *perestroïka*. Et pourquoi pas son repentir ? (2).

En URSS, 70 ans après 1917, la crise est ouverte. Rencontre du cycle court de la révolution et de la grande roue de la conversion chrétienne. Vladimir Illitch Oulianov - alias Lénine - rencontre Vladimir de Kiev, son saint patron. Deux empereurs pour un empire. L'un a l'âge de raison d'un siècle trop humain, l'autre d'un Jour de Dieu compté par Isaïe, et pourtant, voici que leurs ombres se mélangent et doivent s'accommoder l'une l'autre. Car c'est le même empire et la même obsession de salut qui les a fait naître. S'accommoder ils doivent, afin que nos regards les discernent: le convertisseur et le subvertisseur conjoints dans le bilan d'une personne-peuple dont la couleur n'a jamais varié, des Rooryckides aux Rouges: la Russie.

On dirait que ces choses - la mystérieuse poétique de l'histoire humaine - sont devenues sensibles au regard quotidien. Dans le journal, voici qu'elles affleurent et se déclarent.

En URSS, on fait la queue devant les kiosques; la revue *Kommounist* appelle à l'intelligentsia créatrice, *Ogoniok* ouvre tous les

(1) Dernier film de John Huston, qu'il ne faut pas manquer.

(2) Film éloquent et beau de Tenguir Abouladzé, *Repentir*, dont on n'a pas relevé qu'il est une manière de « revanche d'Antigone » où la vierge rescapée des massacres d'Etat refuse sa sépulture au tyran mort... Image qui pourrait servir d'exergue à ces lignes.

---

## LUC DE GOUSTINE

dialogues, les Izvestia enquêtent dans la rue, sur le terrain, **Novy Mir** est en quête d'hommes de lettres enfouis, la **Pravda** se déchire aux ronces d'une vérité enfin paradoxale, et **Glasnost** ose tirer à 200 exemplaires son *samisdat* privé sans être encore saisi.

On sait avec quelle diligence exercée l'appareil policier peut en quarante-huit heures tout ramener à son ordre, on sait que Gorbatchev est comme l'oiseau sur la branche d'une *nomenklatura* de 60 millions de citoyens privilégiés, on sait l'opportunité propagandiste extérieure de toute l'initiative, on sait sa nécessité intérieure, son urgence économique face aux blocages d'une machine productrice inerte et quasi-asphyxiée.

Mais toutes ces raisons de soupçonner la sincérité du mouvement, la velléité des hommes, les calculs d'appareil, ne suppriment pas l'Histoire, dont la conjoncture est telle. Un choc s'est produit - dont les chefs d'Etat et les artistes ont les premiers perçu l'inexorable force. Il est trop tard, maintenant, pour l'esquiver.

Cela commence, bien sûr, par une reconquête de l'orthodoxie idéologique. Car enfin, si depuis Brejnev le socialisme stagne, si Krouchtchev a échoué, si Staline, le bâtisseur de l'Empire, offre *a posteriori* l'image d'un tyran titanesque, à quelle date et à qui faudra-t-il remonter ?

Une pièce que l'on va jouer à Moscou, de Mikhaïl Chatrov, auteur en vogue, ose la confrontation - intemporelle - des pères du régime: Lénine, Staline, Kerenski, Boukharine, Kamenev, Dzerjinski, Ordjonikidze et, bien sûr, Trotski le répudié, celui dont le piolet du brave camarade espagnol Ramon Mercader a fait sommaire justice. C'est toujours lui, depuis, qui a servi de coin pour fendre le tronc épais du stalinisme; de l'extérieur. Or voici que la confrontation semble admise à Moscou-même entre le Père-des-Peuples et son rival d'un temps, qui ne craint pas de lui faire procès de son meurtre, au nom du Droit ! Trotski - Sakharov, même combat ! On croit rêver ! Qu'importe ! Dans ce psychodrame nécessaire, chacun tombe dans un rôle. Pour l'heure, la dialectique de la réintégration du passé ne franchit pas l'écran de 1917 ni l'icône de saint Vladimir Illitch, pape et fondateur. Mais le titre de la pièce est de lui, de sa bouche: c'est lui qui se détourne de l'ombre du Maréchal-tyran comme d'une hantise encore menaçante, et crie vers le public: « Dalché ! » ce qui veut dire « Plus loin, il faut aller plus loin ! ». Il ne précise pas si c'est vers l'avant, comme une fuite, ou bien en direction du passé, que la « table rase » de la Révolution a monstrueusement épuré...

Ce qu'un dramaturge mondain n'a pu encore expliciter, l'ermite de Cavendish, Soljénitsyne l'exilé, avait commencé de le faire avant même de quitter l'URSS. A l'aide de documents clandestinement compilés, non seulement il avait, dans une «divine comédie des temps modernes», déroulé les cercles barbelés de l'archipel concentrationnaire, mais, premier averti de la nécessaire récapitulation que l'heure allait exiger de son peuple, il avait attaqué, dans le premier cycle de sa Roue rouge (3), la recomposition de la pré-révolution: par élucidation des nœuds ou points-clés. La défaite de Samsonov, donc du Tsar, devant l'Allemagne, préludait-elle au rôle que cette même Allemagne allait jouer dans la subversion de la tradition russe: en assurant, d'Occident en Orient sous wagon plombé, le transit du Vladimir saturnial; puis, à travers les 666 jours apocalyptiques de l'alliance hitléro-stalinienne ? Autant d'énigmes dans une eschatologie dont le poète Isaïevitch (4) reste, jusque dans son silence actuel, le prophète inspiré.

Cependant, d'autres voix ont résonné jusqu'ici. Celle de Tarkovski, le cinéaste qui, d'« Andrei Roublev » à « Stalker », de l'ancienne Russie dévastée par les hordes mongoles, à l'anticipation d'une terre-à-personne où un homme retourne, seul, chercher parmi les ruines le tremblement de vie, la sainte *hysteresis*, qui rend l'Histoire digne d'être continuée. Un enfant, anormal, frissonne, nouveau poncif, au-dessus de l'abîme vaincu... Tarkovski n'est passé mourir au milieu de nous que pour rendre le souffle en Occident, à l'Occident !

Plus prosaïquement, que l'on se penche sur l'œuvre de Leonide Borodine, né en 38, six ans de camp de 68 à 74, pour avoir fait partie de l'Union Sociale Chrétienne pour la Libération du Peuple Russe. Dès son élargissement, il écrit La troisième vérité (5), qui n'est, dans la longue guerre civile et idéologique, ni blanche, ni rouge, mais par la communion à la terre bouleversée, à l'arbre déraciné, à la cabane détruite, la vérité vitale que seuls la prière, le silence ou la folie peuvent à jamais défendre. Opposer la dérisoire faiblesse de l'âme des simples à la brutale perfection de l'inhumain orgueil de rassasiés.

Borodine en 82 est aussitôt recondamné à 10 ans pour « agitation et propagande anti-soviétique » - mais relâché en 85, il nous propose, tout autre (6), un roman du nouveau dilemme de l'intellectuel-artiste dans le cadre de la société moscovite en *perestroïka*.

(3) Avant 14, que j'ai eu l'honneur d'éditer en France, en 71, au Seuil.

(4) Soljénitsyne se prononçait « Is-sa-kie-vitch », d'après son père, et s'est lui-même rebaptisé en son jeune âge « fils d'Isaïe »...

(5) Gallimard, 1984.

(6) Gallimard, 1986.

---

## LUC DE GOUSTINE

Et nous sommes là au cœur du sujet. Autant le premier livre était lyrique et fort, nourri de sève par la forêt natale, autant le second erre, déraciné, entre les ridicules «états-d'âme» de la crise de conscience urbaine et médiatisée. Toutes les adaptations reptiliennes, tous les opportunismes, toutes les névroses régressives, toutes les coquetteries et parodies même religieuses, dignes d'une société démocratisante, occidentalisée, se confondent pour finir dans une bonne vieille saoulerie *à la soviétique*. C'est le seul remède à l'occultation de l'essentiel - cette âme que Borodine encore perçoit à travers le vacarme et la transe que l'« affreux occident » est en train de leur « apprendre » et qui avance vers lui « rêveuse et et souriante » : la silhouette de la fille du Pope Vassili qu'en un autre monde, peut-être, il aurait eu la grâce de savoir aimer.

Cet aveu de détresse au milieu d'une évolution que nous applaudissons aveuglément, devrait nous avertir de ses limites. Ce sont les nôtres. La Russie et les peuples qui lui sont annexées, taraudés par l'urgence d'une conversion profonde, ne font pour le moment que plonger dans les fétichismes honteux qui nous complaisent, et dont nous n'avons pas encore, ce me semble, mesuré l'égoïsme et la vacuité.

Dès lors, il était bon qu'un poète à nouveau nous éveille. Et c'est Joseph Brodski, celui dont nous avons (7) publié en 66 quelques poèmes épars, parce que, juif et persécuté, il était relégué à Arkangelsk pour « parasitisme social et exercice professionnel non-qualifié » et qui, vingt ans plus tard en Amérique, recevait le Nobel de littérature.

Un recueil, enfin paru en France (8), nous permet d'accéder à l'éclatante limpidité classique d'un lyrisme à la fois contemplatif et polémique, mystique et militant. Sous la superbe forme héritée aussi bien de la grande Akhmatova que des Anglais Auden et John Donne, la vérité s'érige en stèle à la beauté espérante. A retenir entre cent, le *Post aetate nostram* où la parabole de l'Empire déploie des prestiges menteurs autour du poète : l'invalidé hirsute et patriote, le gros fermier qui mêle le souverain à ses jeux d'amour, le roi que ses sujets flattent d'être cannibale, la tour-prison qui sert de hampe au drapeau de l'Etat, la fontaine tarie autour du dauphin pétrifié, et tous les carnivals oppresseurs que le vagabond grec finit par fuir, dans l'espoir un instant comblé d'apercevoir sur la ligne de crête-frontière sa « Thalassa ! » tant désirée. Mais, de l'autre côté (passé chez nous), « il voyait monter les faites de sapin en guise d'horizon ».

(7) Avec Pierre Emmanuel qui fit la belle préface, et J.J. Marie, la traduction. Ed. du Seuil.

(8) Gallimard, 1987, 84 F.



---

## ANTIGONE EN RUSSIE

Où son conte des mages où naît mystérieusement le besoin d'une étoile...

Où le *Nunc dimittis*, prophétie scripturaire du flambeau que les sages voient naître autour de l'Enfant-roi...

Où bien, pour renouer précisément avec notre thème, au sujet du mot «avenir» de la langue russe: «la mémoire trouée - un vrai fromage. Après tant d'hivers, qu'importe désormais ce qu'il y a... ut céleste ou murmure»... «De tout homme, il nous reste une partie de discours. Une partie de discours, en somme».

Cette partie de discours qui, justement poétique, ne se donne pas pour le TOUT, mais par son humilité, suggère ses contours, et le rend d'autant plus désirable à l'horizon céleste.

Le poète nous fait donc regagner ses hauteurs d'où l'on voit les promesses sans succomber au piège d'acclamer en chaque occasion leur accomplissement.

La crise de la Russie - entraînant après elle l'empire soviétique, avec les incidences probables sur les Etats du bloc - est aujourd'hui ouverte. Elle a des rendez-vous certains cette année-même avec le Millénaire du Christ en Russie à célébrer, les rapports qui se recomposent pas à pas avec la chrétienté d'Orient comme d'Occident, la communion conflictuelle avec Rome sur la question des Uniates en Ukraine, les communautés catholiques romaines des pays baltes, et l'inattendu face-à-face d'un pape slave avec le patriarche d'une orthodoxie russe depuis longtemps officiellement acquise à César - et sourdement rebelle.

Or, ce que nos prévisions n'ont nul droit d'anticiper, la prophétie l'a pu et la révélation privée l'a osé - certitudes d'histoire sainte qui valent en leur ordre, certes, et point au-delà, mais qui valent hiératiquement, comme signes et jalons plantés.

1917 n'était pas seulement la date de la Révolution d'Octobre des Bolcheviques, mais aussi de la révélation familière qu'une Dame céleste fit enregistrer à quelques enfants portugais, dont l'une vit encore et persiste en ses dires (9). C'est un secret quant aux temps et moments, et c'est un secret inconfortable pour nous-mêmes dans notre tiède et morose satiété. Nous n'en demandons pas tant. Secret gênant à dire autant qu'à taire. «*La Russie se convertira, et un temps de paix sera donné au monde*». A condition que l'on prie.

(9) Apparitions de la Cova da Ina, à Fatima.

---

## *ANTIGONE EN RUSSIE*

Un quotidien parisien bien-pensant se gaussait récemment des effets aberrants de la *glasnost*: la *Literatournaïa Gazeta* rapportait sans ironie qu'une jeune ukrainienne, Maria Kizyn, avait vu et revu, en compagnie de dizaines de milliers de pèlerins accourus, le visage de la Vierge Marie.

La vérité des humbles n'a pas à faire recette. Mais elle s'inscrit, au-dessus des thèses affrontées, comme une troisième voie instructive, utile au politique...

D'ailleurs, il est grand temps de le confirmer, le dernier survivant du cuirassé Potemkine est enfin, dans son restaurant de *fish and chips* à Dublin, décédé.

Luc de GOUSTINE

---

# Comprendre L'Union soviétique

avec Alexandre Adler

**Cité:** Avant d'évoquer les transformations qui ont lieu en Union soviétique, pourriez-vous brosser un portrait de Gorbatchev ?

**Alexandre Adler:** Ce n'est pas la tâche la plus facile car Gorbatchev, comme souvent les grands hommes politiques de ce siècle, est une énigme - ou en tous cas un composé de tendances contradictoires dont il faut faire le tri.

Il y a d'un côté sa biographie. Si on la considère indépendamment de ce qui s'est passé, elle nous livre un personnage qui pourrait être un modèle de conformisme. Voilà quelqu'un qui a toutes les qualités requises par le système soviétique : fils de communiste, et semble-t-il petit-fils de communiste puisque son grand-père aurait fondé un des premiers kolkhozes dans la province de Stavropol à un moment où ce n'était pas encore obligatoire, Gorbatchev a reçu une médaille de héros du travail alors qu'il était, encore adolescent, responsable des Jeunesses communistes de sa province. Il est entré à la Faculté de droit de Moscou (qui est la plus importante du pays) sur la base de ses convictions politiques et sans doute grâce à la protection de Mikhaïl Souslov qui fut, aux côtés de Staline et jusqu'en 1982, le grand prêtre de l'idéologie. Puis Gorbatchev est revenu à Stavropol, dans sa province natale, aux débuts de la déstalinisation, et a fait une longue carrière dans l'administration préfectorale. Or les soviétologues estiment que l'appareil préfectoral est nettement plus conservateur que les appareils centraux de Moscou. Comme Michel

---

## ENTRETIEN

Tatu l'a découvert, il a été associé à une politique de résistance à la déstalinisation et a reçu de ce fait un blâme. Sous Brejnev enfin, il a connu une ascension régulière et même rapide qui montre qu'il n'a pas subi la moindre persécution. Et lorsque Gorbatchev revient à Moscou en 1978, il est parrainé aussi bien par Souslov et Brejnev que par Andropov, le chef du K.G.B., c'est-à-dire par les deux clans qui vont très vite s'affronter. Mais rien n'indique à ce moment-là un engagement quelconque, y compris dans la lutte qu'Andropov va mener contre Brejnev: Gorbatchev est alors un prudent centriste.

La réalité est tout autre que cette biographie: nous avons un homme qui sort de sa chrysalide et qui, en l'espace de quelques mois, décide d'affronter l'appareil sur des points essentiels et en accélérant délibérément le rythme de ses interventions. Comment expliquer cela ? C'est là qu'apparaît le caractère double des hommes de cette génération. Comme eux, Gorbatchev éprouve de la difficulté à se trouver une place et son brillant destin n'a fait que porter au paroxysme ce trait qu'on retrouve chez tous les soviétiques moyens qui ont connu une nouvelle phase d'occidentalisation de la culture russe. Gorbatchev fait partie de la première génération qui a fait des études universitaires complètes, dispensées par des professeurs de talent qui avaient souvent commencé leur carrière avant 1914, et qui ont assuré une formation proche de la nôtre: la façon dont il parle de l'Etat de droit, dont il s'intéresse aux normes constitutionnelles dénote une bonne connaissance d'une culture juridique qui est commune à l'Est comme à l'Ouest, mais dont la mise en pratique est évidemment très différente. Gorbatchev s'inscrit dans cette culture des années soixante où l'on pense des choses tout en sachant qu'il est impossible de les dire. Arrivé au pouvoir, il exprime la soif de changement d'une génération trop longtemps étouffée. C'est cette sociologie qui, mieux que la kremlinologie, éclaire la psychologie de Gorbatchev. A cela s'ajoute le traumatisme de Tchernobyl. C'est devant cette catastrophe que Gorbatchev a pris la mesure de la décomposition de la société soviétique et des dangers qu'elle recelait. De là est née la décision d'accélérer la réforme.

En somme, ce qui caractérise Gorbatchev, c'est cette volonté de changer les choses en Union soviétique, de mettre en conformité les actes et les paroles, mais en même temps une foi sans faille dans le système dont il est issu et dans sa perfectibilité. Il pense qu'une



Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure enseigne l'histoire russe à l'université de Paris-St-Denis, collabore à «Libération» pour les affaires soviétiques, publiera à l'automne un livre consacré à la politique de Gorbatchev (aux P.U.F.).

---

## ENTRETIEN

grande partie des intentions premières de la Révolution, celles apparues avec Lénine et la première révolution bolchevique, ont été perverses, mais qu'il est possible d'y revenir. C'est la raison pour laquelle, dans ses décisions les plus audacieuses, il se réfère souvent à la période des années vingt. Gorbatchev est un croyant du système communiste, et il l'imagine supérieur à la démocratie occidentale à condition qu'on lui donne les plus de son exercice.

**Cité: Quel est le programme de réformes de Gorbatchev ?**

**Alexandre Adler:** Ce qui frappe dans ce programme, c'est que beaucoup d'éléments, pris un à un, ont été souhaités à diverses reprises depuis 1956. Dans tous les domaines, sont apparus depuis cette date des réformateurs qui ont remis en cause les choix économiques, diplomatiques, agricoles, militaires, etc. La force de Gorbatchev, et sur ce point il faut le comparer à Roosevelt, c'est d'avoir fait converger sur le pouvoir central ces différents courants réformateurs en essayant de leur donner une cohérence globale.

En économie, la réforme de 1965 a été reprise et élargie. En gros, il s'agit de donner à tout le secteur non militaire de l'Union soviétique une structure de marché - qui ne peut être mise en place que progressivement et qui devrait conduire les grandes entreprises à faire de 40 à 60% de leur chiffre d'affaire par des contrats d'achat et de vente et non plus par des commandes venant du système central. Ce qui devrait conduire à une meilleure utilisation des ressources, en particulier de la main d'œuvre, et à une hausse progressive des salaires, dont une part importante serait calculée en fonction des résultats économiques. On espère ainsi une hausse progressive de la productivité qui dégagerait des ressources de main d'œuvre pour des investissements nouveaux. Il s'agit d'un travail de très longue haleine, qui prendra entre quinze et vingt ans, sans incidences immédiates. D'où la nécessité d'un moteur de secours. Il est constitué par le secteur coopératif (artisanat privé etc.) qui, dans les domaines clés de la distribution devrait, selon les réformateurs, faire disparaître un certain nombre de pénuries criantes. Il est également prévu un endettement international, et l'importation de biens de consommation afin d'augmenter le niveau de vie. Enfin, les campagnes connaîtront une décollectivisation progressive. Mais il faut pour cela affaiblir l'appareil du Parti, qui s'y oppose puisqu'il était jusqu'à présent le maître de la terre russe.



Ainsi, la plasticité du système économique est très faible, et les transformations ne peuvent se concevoir que dans la durée. Gorbatchev le sait, et a su faire de cette faiblesse une force: à la différence de ses prédécesseurs dans les démocraties populaires, il ne veut pas faire de la réforme économique l'axe central de la réforme globale. En bon léniniste, il estime que la politique est première, et ce sont les mécanismes de pouvoir politique qu'il s'efforce de briser.

**Cité: Justement, une très importante conférence nationale du Parti communiste a eu lieu au mois de juin. Quel est son bilan ?**

Alexandre Adler: C'est une affaire extraordinaire ! Ce qui s'est passé est sans équivalent, dans le déroulement, dans les interpellations de membres du Comité central par des délégués, dans les interventions spontanées. Il faut remonter soixante ans en arrière pour retrouver un tel style. Mais il faut surtout retenir l'habileté tactique de Gorbatchev. Depuis 1986, nous l'avons vu tenter de faire bouger l'équilibre du Comité central. Puis il a changé entièrement d'attitude lors de cette conférence nationale: il a rassuré son opposition conservatrice en renonçant intégralement à des changements de personnel (ce sera pour la rentrée) puis engagé une nouvelle stratégie du développement politique de l'Union soviétique. Cette stratégie consiste à casser l'appareil du Parti, selon des principes qui évoquent l'alliance capétienne du roi et des communes.

- Le roi : Gorbatchev se voit décerner un titre de président, qui a un pouvoir réellement distinct de celui du Parti puisqu'il nommera le premier ministre, dirigera le conseil de défense et animera une vie parlementaire qui prend une dimension nullement prévue par les textes soviétiques. En effet, le Soviet suprême, qui était une chambre d'enregistrement très nombreuse, éclate en deux organismes - la Conférence du peuple soviétique qui se réunira annuellement, et d'autre part un Parlement de 450 membres. Nous avons donc maintenant deux chambres qui s'équilibrent, compte tenu du fait que le Comité central aussi comprend environ 450 membres.

- Les communes: Gorbatchev veut que se forme une nouvelle classe politique qui ne devra plus tout à fait son onction au Parti et qui, ultérieurement, viendra irriguer l'appareil du Parti. En effet, dans chaque province existera désormais une Assemblée provinciale

---

## ENTRETIEN

dont un tiers des membres seront désignés par des associations (universités, unions professionnelles etc.) et qui aura un pouvoir de contrôle a posteriori sur l'activité du secrétaire fédéral du P.C., qui sera président de l'exécutif provincial, exposé de ce fait à une motion de défiance de l'Assemblée. Autrement dit, Gorbatchev dispose d'une épée de Damoclès, qui menace les grands feudataires - par ailleurs soumis à des principes de rotation en raison de la réduction de la durée des mandats.

Ainsi, plutôt que de parler d'une démocratisation de la société soviétique, il est plus exact d'évoquer l'union d'une monarchie absolue et d'une société en voie de modernisation. Sous Brejnev, l'appareil du Parti représentait une aristocratie en voie de formation, avec sa hiérarchie, ses codes, son mode de consommation original et sa permanence dans les fonctions. Gorbatchev vient d'arrêter ce mouvement, afin de créer progressivement une fonction publique neutre liée à la population, qui sera le véritable réservoir de responsables du Parti communiste. Il faut enfin souligner que les départements du comité central, qui doublaient chaque ministère, ont été supprimés. Le ministre est désormais seul maître à bord et c'est là une nouvelle défaite pour le Parti.

**Cité: Pour mener à bien ses réformes, de quelle base sociale Gorbatchev dispose-t-il ?**

Alexandre Adler: Cette base sociale est à mon sens beaucoup plus composite qu'un certain nombre d'observateurs ont pu le penser. Si les appuis de Gorbatchev se limitaient aux intellectuels, cela fait belle lurette qu'il aurait disparu. En fait, s'il n'est pas entièrement reconcilié avec certains pans de l'appareil, il n'en a pas moins, au sein de cet appareil des soutiens qui représentent l'essentiel de sa base sociale. D'abord, comme souvent dans les sociétés bureaucratiques, les classes d'âge jouent autant que les classes sociales. Gorbatchev exprime une classe d'âge dont l'accès aux responsabilités majeures a été retardé par la génération précédente. Il y a donc un ressentiment très grand chez les jeunes bureaucrates contre la vieille garde, ce qui a beaucoup servi Gorbatchev. Celui-ci s'appuie aussi sur les compétences. Le système soviétique a échoué dans de nombreux domaines, mais moins dans l'enseignement où l'on trouve des gens compétents qui étaient humiliés par les retards de l'Union

soviétique face à l'Occident. Cette intelligentsia technicienne aspire aux pouvoirs que l'appareil du Parti lui déniait jusqu'à présent. Le troisième groupe est formé par un certain type de classe ouvrière qualifiée, qui appartient aux industries les plus développées et qui n'a pas bénéficié jusqu'ici des fruits de son travail. Gorbatchev est populaire dans ce groupe, qui déteste les bureaucrates. Deux autres facteurs jouent en sa faveur: d'abord une aspiration très forte des modernistes de l'armée à voir restaurer la puissance soviétique; ensuite les nationalités, puisque les adversaires de Gorbatchev s'identifient de plus en plus à une russification brutale.

Au total, même si les résistances de l'appareil sont très fortes, il y a un ensemble de forces qui souhaitent la victoire de Gorbatchev. Et même si celui-ci était éliminé, un retour au passé ne peut être envisagé car la réaction de la société soviétique serait très dure.

**Cité: La question des nationalités est-elle vraiment explosive ?**

Alexandre Adler: Pas nécessairement. Beaucoup de nationalités veulent s'émanciper de la tutelle russe, retrouver une identité, mais l'imbrication économique des différentes parties de l'Union soviétique est réelle et le détachement d'une province ne serait pas toléré. Je vois d'autant moins un éclatement que la politique suivie par Gorbatchev évolue vers un compromis de type austro-hongrois. Bien entendu les Républiques resteront dans l'Union soviétique mais elles se verront concéder dans certains cas une autonomie économique et culturelle beaucoup plus importante. Tel sera probablement le cas en Estonie, puis dans les autres républiques baltes - où les sentiments anti-soviétiques sont très vifs. Quant aux musulmans, ils ne sont pas dans une situation identique: les Tatars sont presque tous russifiés, alors que le nationalisme turc est réapparu en Azerbaïdjan dans le conflit avec les Arméniens. Enfin, le contre-coup de la guerre afghane a certainement marqué en profondeur le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Cela dit, on peut aussi imaginer une évolution relativement réformiste dans ces provinces du sud, pour plusieurs raisons. La première est que ce ne sont pas des régions de colonisation; en dehors de Tachkent, la présence russe est faible et la population n'a affaire qu'à une bureaucratie locale. La seconde est que le développement industriel est considérable dans ces régions et le niveau de vie plus élevé qu'en Iran - la révolution islamique ayant

---

## ENTRETIEN

plutôt aggravé les différences. Donc, à condition de ne pas provoquer inutilement les sentiments nationaux des musulmans et de renforcer la participation de la population, il est possible de maintenir ces régions dans l'Union soviétique pendant une assez longue période. Mais il est vrai que la prochaine génération, plus russifiée que les précédentes, sera aussi plus nationaliste selon un phénomène souvent observé. Je suis donc convaincu qu'il y aura une crise identitaire dans les années qui viennent, mais elle peut être surmontée.

**Cité: Quels sont les facteurs d'évolution dans les démocraties populaires ?**

**Alexandre Adler:** Gorbatchev souhaite une redistribution des pouvoirs entre l'Union soviétique et les démocraties populaires, mais pas dans le sens de l'indépendance que nous souhaitons. Deux domaines doivent être distingués. En matière stratégique (problèmes militaires, monétaires, orientation à long terme de ces Etats), la présence soviétique va être accrue: armées du pacte de Varsovie plus imbriquées qu'avant, convertibilité du rouble qui va créer un véritable marché commun... Mais ce grand dessein, qui ne plaît pas aux peuples d'Europe de l'Est, devrait s'accompagner d'une libéralisation dans tout ce qui ne ressort pas de l'ordre de la souveraineté - que ce soit la culture, la gestion économique, la décollectivisation de l'agriculture, la religion.

Mais cette stratégie rencontre un premier obstacle, constitué par l'Allemagne. En RDA, toute libéralisation aura pour effet immédiat de redonner au peuple allemand situé à l'Est la volonté de resserrer les liens avec l'Allemagne de l'Ouest. C'est pourquoi Gorbatchev aura du mal à faire avancer sa stratégie sans être obligé d'intervenir directement dans le problème allemand. Honecker étant un adversaire enragé de la perestroïka, celui-ci ne devrait plus conserver longtemps le pouvoir. Or l'arrivée d'une direction gorbatchevienne en RDA peut accélérer considérablement la révolution culturelle qui a déjà commencé et provoquer en retour une victoire spectaculaire, en Allemagne de l'Ouest, des partisans d'un compromis historique avec la Russie pour, sinon réunifier l'Allemagne, du moins passer à une vitesse supérieure dans les rapports inter-allemands. Gorbatchev n'est ni prêt ni entièrement résolu à franchir ce pas. Mais peut-être y sera-t-il contraint par la logique même de sa politique. Le

second obstacle tient à l'attrait exercé par l'Europe de l'Ouest sur les démocraties populaires et à la russophobie croissante de ces pays. Il faudra donc beaucoup d'habileté à l'Union soviétique pour redorer son image auprès de peuples où elle trouve toujours des serviteurs mais de moins en moins d'amis.

**Cité : Quelle est la stratégie internationale de l'Union soviétique ?**

**Alexandre Adler :** Cette stratégie a changé plus vite que sa stratégie interne. Mais l'appréciation est relativement délicate, bien que des lignes de force commencent à apparaître.

L'Union soviétique a entièrement rejeté l'idée d'une alliance révolutionnaire du Tiers Monde et du bloc soviétique qui a prédominé à la fin des années soixante-dix. Cette politique des points d'appui (Cuba, l'Ethiopie, le Yémen du sud, la Syrie, la Libye, le Vietnam) est aujourd'hui considérée comme erronée. D'abord parce que l'Union soviétique n'a pas les moyens de cette politique - le Vietnam et Cuba absorbent à eux seuls 75% de l'aide soviétique au Tiers Monde. Ensuite parce que le développement de la marine de surface - condition militaire de cette politique - est apparu comme coûteux, inutile et dangereux en cas d'affrontement avec la marine américaine. Enfin, ces coups d'épingle étaient très mal ressentis par les opinions publiques occidentales et ne faisaient que renforcer leur hostilité - l'Afghanistan étant le cas le plus typique. Aussi l'Union soviétique est-elle décidée à se retirer d'une grande partie du Tiers-Monde révolutionnaire pour se concentrer sur quelques points-clés : la Syrie, l'Ethiopie, Cuba.

Quant aux relations Est-Ouest, elles sont dominées en apparence par la volonté de réconciliation avec les Etats-Unis. Mais il y a une grande différence entre l'américanophilie actuelle et celle du début des années soixante-dix. A cette époque, Brejnev voulait se faire reconnaître une situation de co-dirigeant des affaires mondiales, et entendait sur cette base stabiliser entièrement ses frontières occidentales et isoler la Chine. Or il me semble qu'aujourd'hui les buts ne sont plus les mêmes. Au fond, l'Union soviétique renonce, en apparence et pour quelques années, à son statut de puissance mondiale - notamment outre-mer. Elle renonce aussi à sa rivalité avec la Chine, qui n'a plus aucun sens puisque les deux pays sont

---

## ENTRETIEN

engagés dans des politiques de réformes comparables. En revanche, les soviétiques jugent fondamentales la stabilité de l'Europe et l'évolution de la politique européenne en leur faveur. En quel sens ? D'une part, ils considèrent que leurs besoins de capitaux et de technologies sont considérables et qu'ils faut bien les prendre quelque part. Ni les Etats-Unis, ni le Japon ne peuvent être ses fournisseurs principaux. C'est donc en Europe que l'Union soviétique va rechercher ce qui lui est nécessaire, à un prix politique acceptable qui est co-extensif avec l'affirmation de l'URSS comme principale puissance politique régionale. Il s'agit en quelque sorte d'une dévaluation dynamique. Gorbatchev passe par Washington et passera demain par Pékin pour dire que l'URSS n'a pas d'ambition mondiale, mais qu'elle a une zone de sécurité (l'Europe de l'Est) qui fait partie intégrante de la réalité soviétique, et qu'elle a intérêt à la stabilité de l'Europe - qui suppose un renforcement des liens avec les européens.

Bien entendu, de telles perspectives ne sont pas apocalyptiques. Ce n'est pas l'invasion de l'Europe de l'Ouest qui est visée, ni sa subordination politique totale. Mais les objectifs soviétiques pour l'Europe occidentale sont incompatibles avec ceux de la France. Mais l'Union soviétique s'efforcera d'éviter que la Communauté économique européenne ne se transforme pas en un centre politique autonome, et elle fera tout pour empêcher que se constitue une défense européenne. Enfin, elle valorisera les petits Etats européens et tentera d'obtenir d'eux des initiatives politiques et économiques autonomes qui favoriseront son influence.

Il y a là un risque réel et, de toute évidence, notre pays pose un problème spécifique à l'Union soviétique: la méfiance à l'égard de l'URSS y est grande, l'impact des propagandes pacifistes très faible, la France a une politique européenne fondée sur la défense autonome des libertés du continent - politique aussi ancienne que la monarchie. Donc les soviétiques rencontrent la France sur leur chemin. Ils n'ont pas encore trouvé les moyens qui pourraient nous empêcher de faire notre politique mais il est certain qu'ils s'y emploient. Là encore, il y a dans les dix années qui viennent des épreuves qui ne nous seront pas épargnées.

Propos recueillis  
par Bertrand Renouvin



---

Dans les milieux indépendants:

**A la  
recherche  
de l'Histoire**

*« Nous sommes dans une situation semblable à celle d'un de mes amis : nous ne méritons pas qu'on nous prête attention parce que nous n'avons pas d'histoires à raconter; il nous manque même la mort pour leur donner du poids. Nous n'avons que de l'asthme. Et qui s'amuserait en entendant notre toux stéréotypée ? On ne peut éternellement écrire qu'on ne va pas bien » (1).*

Ces mots de Vaclav Havel s'appliquent d'autant mieux à la situation dans les pays satellites que Gorbatchev déploie ses offensives médiatiques. « Le grand jeu du désarmement » relègue les nouvelles sur les milieux indépendants dans ces pays aux dernières pages des journaux occidentaux. Encore l'information doit-elle répondre à la question sous-jacente, posée en préalable: « *Comment vos milieux d'opposition réagissent-ils aux réformes gorbatcheviennes ?* » Comme s'ils étaient désormais condamnés à ne plus rien faire que réagir...

Nous aimerions dégager ici certaines tendances de l'activité sociale et de la pensée indépendante dans ces pays, tels qu'on les devine à travers la fameuse « toux stéréotypée » de Havel. Elles ne nous semblent d'ailleurs qu'assez indirectement liées au « phénomène Gorbatchev ».

(1) Vaclav Havel, *Pribeh a totalita*, Revolver Revue, 1987.

---

## A LA RECHERCHE

Leur point commun pourrait être désigné - toujours selon Havel - comme une sorte de recherche de l'histoire. Le totalitarisme entraîne, on le sait, une exclusion de l'histoire, non seulement au niveau de l'Etat rigide et tout-puissant (donc « omni-historique »), mais aussi au niveau individuel: l'être totalitaire vit cantonné dans l'épaisse grisaille quotidienne du système bureaucratique, et l'impersonnel des relations préfabriquées rend impossible d'expérimenter sa propre vie comme une histoire. Havel, rappelant son expérience de la prison, affirme qu'il n'y a en fin de compte que les criminels qui aient encore une histoire, dont la vie se présente comme « historique ». Si bien que l'histoire, l'événement individuel, semblent relégués, incarcérés dans la prison.

Observons que le monde médiatisé de l'Occident subit paradoxalement la même réduction de l'histoire: de son épaisseur, il ne reste au journal télévisé que les faits divers criminels, ou encore les désastres et accidents: la catastrophe de Tchernobyl était au fond la bienvenue des deux côtés du rideau-de-fer, satisfaisant, pour un certain temps, notre désir « *que quelque chose se passe* » !

En Russie même, l'ouverture prétendue de l'ère Gorbatchev est perçue beaucoup plus comme une occasion permettant de chercher et d'assumer de nouveau l'histoire (et de rendre possible au passage les histoires individuelles) que sous son aspect réformateur économique et politique qui attire tant l'attention des observateurs occidentaux. La véritable explosion créatrice qui s'est produite dans les littératures soviétiques est jusqu'ici le seul résultat palpable des Changements à l'intérieur de l'U.R.S.S. (2). Cette éclosion n'est que très indirectement liée au vocabulaire et à la pensée de la « *perestroïka* ». De même, il faut comprendre les manifestations nationales en Arménie, en Hongrie, dans les pays baltes, plutôt comme signe de cette soif d'histoire que comme un simple réveil des nationalismes.

La faiblesse de cette recherche découle du fait que l'on ne sait pas ce que l'on cherche: on ne sait pas ce qu'est une histoire. Tout savoir dans ce domaine est négatif: on sait qu'il ne s'agit pas d'une historiographie scientifique, ni d'une problématique « *psycho-sociologique* » de l'identité personnelle ou communautaire et, même si ce courant existe, la réticence est tout aussi grande d'adhérer simplement à une transposition directe de l'Histoire Sainte sur terre - on est conscient du danger d'intégrisme, analogue à l'eschatologie marxiste, que cela comporterait.

Cette recherche de l'histoire, d'une reconstruction possible de l'être national, politique, culturel, religieux, individuel, s'exprime sur plusieurs plans que nous rassemblerons en trois rubriques:

(2) Cf. l'étude de Youri Mamileïev dans la « Lettre internationale », 14/1987, ou encore l'étude de Georges Nivat du n° 12/1987 de la même revue.

- 1/ Souci d'ouverture, de communication et de collaboration effective.
- 2/ Souci de relier l'histoire, de la reprendre et de la soumettre éventuellement à un examen critique.
- 3/ Recherche d'un projet politique alternatif permettant de vivre historiquement.

Chacune de ces tendances a ses aspects pratiques (populaires), théoriques (intellectuels), et littéraires (artistiques) qui sont souvent liés les uns aux autres en raison de l'absence de cloisonnement des genres, des styles d'expression et d'activité que nous connaissons en Occident. Elles présentent aussi, bien entendu, une variabilité énorme dans leur épanouissement d'un pays à l'autre.

## **1. Ouverture, collaboration, solidarité.**

Le bloc soviétique est le plus souvent considéré, à juste titre, comme un bloc; ce qui cache une réalité assez particulière. S'il y a une étroite dépendance des systèmes administratifs, militaires et économiques à l'égard de l'U.R.S.S., les pays, eux, restent très isolés les uns des autres; l'échange touristique, culturel, etc., inter-bloc est strictement réglementé et surveillé: aller en U.R.S.S., par exemple, est pour un Tchèque ou un Polonais aussi difficile sinon plus qu'aller en Occident, de même pour un Ukrainien ou un Kirgize qui veut se rendre en Russie.

C'est pourquoi les milieux indépendants tentent de façonner une expression commune de leur expérience du totalitarisme qui marque leur réelle communauté d'intérêts et de destin.

La charte 77 tchécoslovaque a ainsi organisé une journée de solidarité avec la Roumanie le 1er février 1988. On manifestait conjointement à Prague, Varsovie, Budapest (ainsi qu'à Londres et à Paris) cependant que l'appel trouvait le soutien des dissidents soviétiques avec A. Sakharov à leur tête.

Les milieux indépendants en Pologne, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Hongrie et Yougoslavie ont réagi vigoureusement à l'emprisonnement et l'expulsion des pacifistes est-allemands, fin janvier 1988; la pétition commune était signée et datée de Prague, Bratislava, Brno, Budapest, Varsovie, Cracovie, Breslau, Pozen, Gdansk, Stetin, Moscou, Belgrad, Zagreb, Lublana.

---

## A LA RECHERCHE

En dehors de ces actions militantes (qui sont une nouveauté en ce domaine), une ébauche de réflexion est progressivement en train de naître. En Pologne, une analyse systématique est menée depuis plusieurs années par la revue «ABC» - initiales des mers Adriatique, Baltique et Noire Czarne en polonais). En Tchécoslovaquie, c'est une revue d'orientation plutôt culturelle, «L'Europe Centrale», qui tente d'esquisser les contours et de renouer les fils d'un espace culturel commun. En U.R.S.S., on peut apercevoir, dans le bouillonnement actuel des clubs et des cercles indépendants, des tendances semblables.

En automne 1987 s'est créé le «Groupe de Solidarité Tchécoslovaquo-polonaise» qui essaie de développer une collaboration systématique entre les milieux indépendants des deux pays et de contrer l'animosité traditionnelle entre ces nations voisines. Le Groupe siège dans les montagnes frontalières, et l'on se parle littéralement à travers la frontière car, pour les membres déclarés du Groupe, l'interdiction de la franchir est totale. A Breslau, la composante polonaise édite un bulletin clandestin qui informe sur les activités tchécoslovaques.

La collaboration indépendante tchécoslovaquo-hongroise semble s'axer sur le problème de la minorité hongroise en Slovaquie (dont le comité indépendant bénéficie du soutien des dissidents tchèques et slovaques) et sur la question écologique de la grande centrale hydro-électrique sur le Danube, en chantier actuellement à la frontière commune aux deux pays.

Plusieurs organisations travaillent en Occident à renforcer cette intercommunication. Par exemple, «Pro cooperatione» réunit des représentants polonais, hongrois, lithuaniens, lettons, estoniens, bulgares, roumains, ukrainiens et tchécoslovaques afin d'améliorer l'échange d'informations authentiques entre les peuples en question et de les propager dans leurs pays respectifs.

Ces tentatives, quoique modestes, se multiplient pour créer une conscience commune exprimant la réalité des pays socialistes, une conscience qui serait indépendante de la manipulation par le souvenir.

## 2. Relier l'histoire.

Les tentatives en ce sens sont assez différentes d'un pays à l'autre. Nous pouvons y ranger certains courants nationalistes dans l'opposition polonaise, l'association ultra-conservatrice «Pamięć» (Mé-

moire) active en U.R.S.S., ou certaines manifestations du sentiment national dans d'autres pays.

Mais le plus marquant est ici le mouvement populaire cherchant à trouver et cultiver les valeurs religieuses, surtout chrétiennes, mais aussi en U.R.S.S. islamiques et bouddhistes. La religion, la foi, y paraissent les bases indispensables d'une histoire véritable. Si, dans le cas de la Pologne, il s'agit d'un fait depuis longtemps connu, dans d'autres pays ce développement est plus surprenant.

En Tchécoslovaquie, par exemple, nous assistons à un renouveau des pèlerinages de masse, à des mouvements revendicatifs d'envergure (une récente pétition demandant à l'Etat le respect de 31 conditions nécessaires à la liberté religieuse a rassemblé plus de 300.000 signatures).

Les chrétiens commencent à descendre dans la rue et à militer. Dans une manifestation à Bratislava, capitale de la Slovaquie, plus de 2000 catholiques demandaient à l'Etat de lever son blocus sur l'investiture des évêques (en Tchécoslovaquie, dix sur treize sièges épiscopaux sont vacants depuis longtemps), l'Etat refusant les candidats nommés par le Saint-Siège). Une situation semblable règne dans le catholicisme lithuanien.

Le besoin de «relier» sa vie - «religion» dans le sens de *religere* transparaît dans le caractère parfois semi-religieux de certaines manifestations. Ainsi, John Lennon est vénéré comme un véritable saint martyr par certains groupes de jeunes en Tchécoslovaquie et en R.D.A. on lui construit des mémoriaux - qui sont détruits par la police, et aussitôt reconstruits - on lui apporte des fleurs, on lui fait des processions avec des chants pour fêter l'anniversaire de sa mort, etc.

(3) Cf. sur ce point, l'intervention de Czeslaw Milosz « Notre Europe » à la conférence sur la culture centre-européenne organisée à l'Université du Michigan en janvier 1987.

(4) Cf. l'entretien avec Youri Afanasiev, *Penser le passé*, paru dans « Die Zeit », n°22-05-1987.

Par la réflexion et les littératures, la problématique de l'histoire est dans ces pays très vivante. Il ne s'agit pas de récits, dont le point de vue serait extérieur, né d'une attitude scientifique d'observation neutre; la relation à l'histoire est beaucoup plus intime et tourmentée (3). Rappelons la discussion passionnée sur «le droit à l'Histoire» qui a eu lieu en Tchécoslovaquie il y a trois ans, et où se combattaient avec acharnement diverses conceptions de l'histoire nationale et européenne. La discussion sur ce sujet, devenue permanente en Pologne et en U.R.S.S. a abouti à un renouveau de la querelle des «slavophiles» et des «occidentalistes» (4). Il semble de plus en plus évident qu'un changement réel en Russie dépend en grande partie de sa capacité à assumer enfin l'immense fardeau

---

## A LA RECHERCHE

historique de l'époque stalinienne, et que cela doit devenir vraiment l'affaire de tous - effort qui ne peut être esquivé moyennant quelques déclarations sommaires du Politburo. C'est au-delà seulement que se retrouveront la Russie et son destin.

### 3. Projets politiques

Bela Farago décrit d'une façon critique (5) les concepts politiques en vigueur dans les milieux indépendants des pays de l'Est. Il y règne une confusion extrême, due à de longues années d'isolement intellectuel, et renforcée encore par la langue-de-bois dont les catégories sous-jacentes occupent le terrain laissé vacant et obligent indirectement tout le monde à les employer. On y pratique aussi une reprise peu critique des concepts en vogue en Occident - par exemple l'acceptation du conservatisme de Sir Roger Scruton ou du néolibéralisme de Friedrich von Hayek en Tchécoslovaquie.

Il s'agit néanmoins d'une confusion active: les recherches menées tous azimuts buttent sur des problèmes cruciaux, comme celui de la nécessité d'un nouveau positionnement du politique tout entier, et l'évidence que des notions fondamentales telles que le bien, le mal, la vérité et le mensonge doivent en faire partie intégrale. Mais on manque, pour élaborer explicitement une pensée, de concepts et d'outils intellectuels et épistémologiques. Ce manque est parfois vivement ressenti par les penseurs (6), surtout en face d'immenses problèmes de société qui attendent depuis longtemps leur solution, demeurés congelés jusqu'ici derrière la façade totalitaire; on sait que dans des délais pas si éloignés il faudra réorganiser complètement la société, le système d'éducation, le monde du travail, l'urbanisation, l'écologie, la structuration sociale, le rapport des nationalités, etc. Dans ce domaine, rien n'a été fait depuis des années.

Le courant que l'on pourrait désigner comme «socialiste» dans un sens très large est toujours assez puissant dans les pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie. Il faut être ici extrêmement prudent quant à l'acceptation spécifique du terme: c'est le plus souvent un socialisme qui récuse toutes les tentatives jusqu'ici ébauchées de sociétés socialistes (y compris la social-démocratie), qui insiste sur son caractère «démocratique» et «auto-gestionnaire», qui voit les «structures parallèles» comme des moyens de développer progressivement la «société civile».

La pénétration sensible des concepts libéraux et conservateurs de l'Occident n'aboutit pas jusqu'ici à l'élaboration d'une politique «de droite» cohérente. Les essais en ce sens restent fragmentaires (7).

(5) Cf. «Com-mentaire» n° 37/1987.

(6) Cf. L'inter-vention de Ladislav Hejdanek au 3ème Forum de la Charte 77, «Informace o Charte 77», n°4/1988.

(7) Cf. Jakub Karpinski, *La droite et la gauche*, Kultura n°6/1986 et les écrits de Vaclav Benda, par ex. in «Informace o Charte 77», 4/1988.



Leur effet positif est d'affranchir de l'héritage terminologique, mais hélas en succombant aussitôt à une autre rhétorique. Il existe en outre des courants de «nationalisme intégral», représenté, par exemple en Russie par l'association «Pamiat» déjà évoquée, inspiré par la tradition de l'antisémitisme militant et pogromiste de la «Tchernaïa Botnia».

La réflexion indépendante se caractérise, quelle que soit son orientation, par son attitude de méfiance profonde à l'égard du phénomène du pouvoir. Le pouvoir, dont la théorie est entièrement absente, est jugé foncièrement mauvais (ce qui s'étend parfois au politique tout entier): la société devrait s'en affranchir, s'en émanciper dans une sorte d'auto-organisation sans et en-dehors du pouvoir. On n'est pas loin ici de certaines utopies anarchistes.

Les penseurs hongrois utilisent en conséquence des termes qui peuvent paraître bizarres à l'observateur: Gaspar Miklos Tamas parle d'une *«lutte politique engagée pour des objectifs non politiques»*. Szalai désigne son attitude comme «apolitiquement politique», Gyorgy Konrad parle directement d'une «apolitique» active et engagée. Havel analyse d'une façon analogue le «pouvoir des sans-pouvoir» et Istvan Bibó déclare: *«l'élément décisif de la démocratie contemporaine est son but: procéder de telle sorte que le pouvoir devienne inutile.»*

Les enseignements que l'on peut tirer de ces tentatives de réflexion, malaisées et parfois contradictoires, seraient plutôt négatifs: dans ces pays, très peu de monde croirait à une restauration possible d'une démocratie libérale à l'occidentale - celle-ci leur paraît inadmissible par son caractère formel, mécanique et impersonnel, son dédain des valeurs, et aussi par son impuissance et sa fragilité devant le totalitarisme. On se rend compte que les problèmes de la société sont immenses, qu'il n'y a pas de recettes-miracles, et que l'on manque cruellement de moyens d'approche intellectuels et spirituels. On s'accorde pour penser qu'il faudra sans doute inventer quelque chose d'entièrement nouveau, tant au plan épistémologique qu'au niveau de l'organisation sociale, mais le désarroi est grand dès que l'on procède à de premiers essais de formulation. Les sources d'inspiration jusqu'ici exploitées, le socialisme, la tradition politique occidentale, le marxisme... sont désormais taries. De cette incertitude naissent des écrits étonnants par leur profondeur dans le maniement des paradoxes, mais peu applicables à la reconstruction de la réalité.

Martin HYBLER

# L' Europe en revues

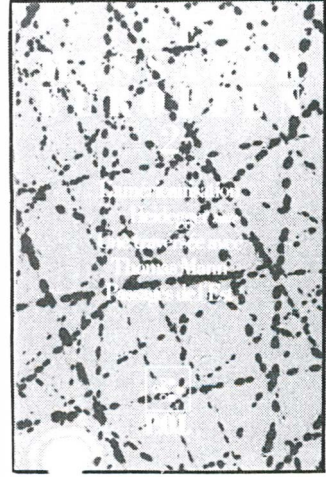
Sur l'Europe, les discours s'accumulent et se multiplieront au fur et à mesure que se rapprochera la fameuse échéance du «**grand marché**» de 1992, souvent invoquée mais rarement examinée de près. Répétitive, incantatoire, la profession de foi européenne des responsables politiques n'échappe pas à deux dangers apparemment opposés. Le premier est de ne vouloir considérer et résoudre que des «**problèmes concrets**» - militaires, économiques, monétaires - dans la défiance d'idées générales dont l'abstraction est immédiatement dénoncée. Le second est que, face aux difficultés concrètes, on a tôt fait de ressortir le mythe d'une unité européenne presque déjà faite, immanquable et simplement retardée, sans se soucier de la nature du lien qui existe entre les nations européennes. D'où, depuis des décennies, les mésaventures de l'idée européenne: le mythe se brise sur les tristes «**réalités**», auxquelles on tente d'échapper en relancant le mythe.

## Commentaire

Numéro 29 / Automne 1987

Cardinal Jean-Marie Lustiger: Le christianisme et l'Europe. Simon Leys: Les Chinois et le passé. Olivier Roy: L'URSS et l'Iron. Jean Marcassin: Afrique du Sud: la polarisation perverse. Denis Lacorne: A propos de l'Évangile. Jean-Claude Lambertini: Le modèle américain. Jean Baudrillard: Droits de l'homme ou droits du citoyen. Jean-Claude Casanova: Situation du libéralisme. Jean-Yves Haberer: Finance et économie. Timothy Garton Ash: Shoah. Arthur Krystal: Science et conscience. Jean-Pierre Colin: Patrick Modiano: Le prix du livre. Bruno Noyen: La Sublime. Laurence Rétat: Renan. Marc Fumaroli: Rhétorique et destin de l'Europe.

Julliard



La question européenne deviendrait plus claire et l'enjeu plus passionnant, si les hommes politiques cessaient de recourir à des oppositions scolaires entre les valeurs abstraites et les problèmes concrets, ou au dogme d'une unité européenne qui se réaliserait dans le dépassement et par l'abolition des communautés nationales qui la composent. Pour concevoir l'Europe, pour qu'elle puisse continuer d'exister, il faut poser d'apparents paradoxes: ce qu'il y a de concret dans l'Europe ce sont ses idées-mères, et la menace vient pour elle des logiques économique et technique sur lesquelles on prétend la construire; ce qu'il y a d'authentiquement européen en Europe, ce sont ses nations qui, chacune selon son génie propre, ont contribué à lui donner son identité.

Devant la vacuité des discours politiques, et notamment des plus européistes d'entre eux, il est nécessaire, pour éviter l'indifférence ou la dérision, d'écouter d'autres témoins qui, bien qu'absents des cénacles de Bruxelles ou de Strasbourg, ont le mérite de réveiller une conscience européenne que d'interminables négociations technocratiques avaient fini par endormir.

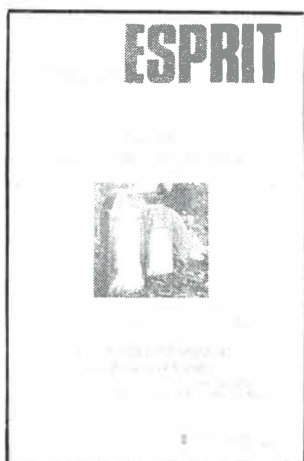
Que cela plaise ou non, l'Europe est originellement chrétienne et le christianisme n'a cessé, y compris à l'époque moderne, de définir ses valeurs. Telle est la vérité que le cardinal Lustiger rappelle et explique dans un article consacré à «La dimension spirituelle de l'Europe» qu'à publié la revue COMMENTAIRE. Pour le cardinal-archevêque de Paris, *«l'Europe ne se définit pas par ses caractéristiques géographiques ni par ses métamorphoses politiques. L'Europe est constituée de peuples et de nations qui ont eu le privilège (c'est à la fois une grâce et le fondement d'une mission) de recevoir le message de la parole biblique, de l'Evangile»* qui est venu s'ajouter à *«sa richesse propre de savoir et de philosophie, héritage de l'Antiquité*

---

## REVUE DES REVUES

grecque » et à « son idéal de justice et de droit hérité de Rome ». Ainsi, « l'Europe a été comme prévenue par la révélation de la liberté des enfants de Dieu. Découvrant la prédilection de l'amour divin pour chaque homme, elle a reçu cette adoption filiale et la fraternité qui en résulte comme les dons de sa naissance. Ces dons ont peut-être été gaspillés. En tout cas, l'homme européen s'en est emparé; il a voulu se les approprier comme l'œuvre de sa raison, de son ambition, voire de sa bonne volonté. Dans cette source biblique et chrétienne comme dans ces sources grecque et romaine, il a trouvé l'utopie de ses rêves; il a trouvé de quoi construire ses projets de société. Et l'histoire, comme la situation contemporaine, nous atteste les déchirements, les violences, les folies et parfois les mensonges jaillis d'« idées chrétiennes devenues folles ». » Citant Jean-Paul II, qui rappelait dans son homélie de juin 1980 au Bourget que les idées de liberté, d'égalité et de fraternité « sont des idées chrétiennes », le cardinal Lustiger montre, au fil d'une solide réflexion, le fondement théologique de valeurs qui, bien que laïcisées et retournées un temps contre l'Eglise, « sont devenues le patrimoine de l'Europe et son idéal de vie sociale ».

Toujours tendue vers le même projet, quelque forme qu'il ait pu prendre, l'Europe est aujourd'hui confrontée à l'épreuve de l'« américanisation » que Vaclav Belhradsky analyse et dénonce dans un remarquable texte que publie LE MESSAGER EUROPEEN. Pour ce philosophe tchèque, l'Amérique doit être regardée comme une métaphore de la modernité, c'est à dire d'un monde « arraisonné » par la technique: « En Europe, les choses renvoient encore à une réalité transcendante, elles portent un sens, tandis qu'en Amérique la réalité est secrétée par les signes, produite à partir des modèles. L'essence de l'Europe est nostalgie du sens, mise en forme de l'absence que chaque chose porte en soi... ». Relisant le livre que Jean Baudrillard a consacré à l'Amérique, Vaclav Belohradsky relève que « l'Amérique est sortie irrévocablement de la tradition occidentale qui se mouvait à l'intérieur de la théologie de l'icône: cette dernière repose sur le présupposé que la réalité se dérobe à toute image et que la vraie signification n'appartient plus qu'à ces signes qui font éprouver aux hommes la différence entre l'image et la réalité invisible. Toute la sphère de la poiesis humaine se meut à l'intérieur des limites imposées par la bonne volonté, c'est à dire par la volonté de situer chaque « œuvre » dans cette différence d'où même l'expérience du divin nous advient. L'Amérique est la dépassement de cette « misère humaine », de cette condition misérable. La réapparition rassurante des morts qui caractérise le feuilleton télévisé Dallas, qui déréalise la mort au nom d'une logique médiatique encore impensable en Europe, illustre bien cette sortie de l'Amérique de l'histoire, c'est à dire de la bonne volonté de l'Occident ».



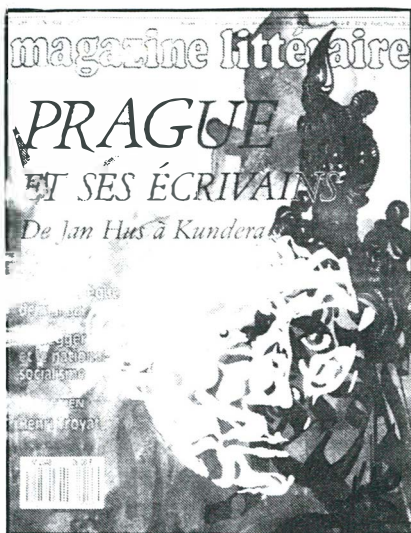
## L'EUROPE

« *Faire l'Europe* », comme disent les hommes politiques, ce serait la retrouver dans sa tradition, l'arracher au vertige de l'Amérique, à la séduction mortelle d'une prétendue neutralité de la technique qui masque sa puissance illimitée. La technique est « neutre dans le sens où elle n'admet aucune identité à respecter, aucune historicité originale, aucun « sol », aucune différence antérieure à l'action humaine ». Vaclav Belohradsky montre que la politique n'échappe pas à cette logique neutre, à l'illusion d'une pure rationalité qui peut conduire à de très efficaces solutions finales. Aussi, *« la question véritable, aujourd'hui, est de savoir si un retour du politique est encore possible, et possible une politique qui reposerait sur un fondement différent de la neutralité, sur une instance publique gouvernée par le dialogue et le langage »*.

En somme, comme le remarque dans ESPRIT Yves Geoffroy en introduction à une lecture de Jan Patocka, *« il y a un double paradoxe dans la situation actuelle de l'Europe: l'Europe est le lieu d'apparition de la conscience historique, c'est à dire de l'idée qu'un ordre humain des choses fondé sur le changement a remplacé l'ordre cosmologique fondé sur une hiérarchie des êtres mais, au moment où toute la planète semble réaliser peu ou prou, bien ou mal, cette histoire, on n'est plus du tout certain que ce monde qui a accédé à l'histoire soit bien animé, lui, d'une conscience historique: disparaît aussi la certitude que l'Europe soit capable de penser sa place dans ce mouvement »*.

Il est significatif que l'Europe soit pensée, et son héritage défendu, par des philosophes et des écrivains qui vivent ou ont vécu au-delà du rideau de fer, et qui nous rappellent qu'il n'y a pas de communauté européenne vraie sans les peuples et les nations de l'Occident « kidnappé » après 1945. De la richesse culturelle de l'Europe centrale, LE MAGAZINE LITTÉRAIRE donne un bel aperçu dans le numéro qu'il a consacré à Prague et ses écrivains. Mais cette renaissance de l'idée européenne, qui se fait à partir des





nations et dans le souci de leur identité propre, peut-elle fonder un nouvel ensemble géopolitique ? Telle est la question qu'examine HEREDOTE en publiant un dossier sur l'Europe médiane. Le projet d'un «troisième ensemble» est assurément séduisant, puisqu'il donnerait à l'Europe sa véritable dimension et, aussi, parce qu'il éveille la nostalgie des «belles années» du début du siècle. Présentant ce numéro (où sont étudiés les trois crises de la Yougoslavie, le problème national en Europe centrale et orientale, le rôle des diasporas juives avant la guerre etc.), Yves Lacoste souligne les difficultés et les risques du projet qui s'esquisse. *«Si un projet d'Europe médiane (...) est en train de mûrir, dans les aspirations des intellectuels, mais aussi en fonction des intérêts allemands et soviétiques, il ne pourra évidemment pas résoudre ces problèmes de frontières. Toujours aussi nombreux et délicats / d'une part parce que ce n'est pas son but et, d'autre part, parce qu'il ne peut se développer qu'en évitant de mettre en cause pour l'instant ce qui coupe l'Europe en deux, en laissant, pour un temps, de côté les problèmes politiques militaires pour privilégier les relations culturelles et les rapports économiques (...). Assurément, cette Europe médiane qui pourrait progressivement s'établir de la Baltique à la Méditerranée, apparaît pour une Allemagne plus ou moins réunifiée comme une aire de plus grande influence et un facteur de plus grande puissance»* qui sera cependant freinée par son déclin démographique.

Sous quelque forme que ce soit, la construction européenne n'annule pas les constantes historiques et les logiques nationales. Le propre de l'action politique est de tenir compte des premières et d'équilibrer les secondes, sans jamais oublier l'héritage commun qu'il faut préserver et enrichir.

**B. LA RICHARDAIS**



---

# Une solution pour les pays en voie de développement

## Le co-développement

Malgré un effort d'industrialisation engagé dès les années 1960, la part des Pays en Voie de Développement (PVD) dans la production mondiale des biens manufacturés atteignait péniblement 8% en 1975 (1).

(1) O C D E  
L'industrie dans le  
monde depuis  
1960: progrès et  
perspectives.

(2) « Nous appellerons technologie l'ensemble ordonné des connaissances et know how utilisé pour l'étude, la réalisation, la production et la commercialisation des biens et services. Cet ensemble comprend non seulement des connaissances scientifiques et techniques mais des pratiques provenant d'observations, d'expériences, d'aptitudes spécifiques, de traditions orales et écrites, etc. »  
Séminaire national sur le transfert technologique.  
Alger, 1974, INPED.

### Une industrialisation difficile

En Octobre 1981, l'ONUDI évaluait à un peu plus de 9% la part des PVD dans la production mondiale. Cette situation montre une industrialisation des PVD très limitée. Ces données sont confirmées par les performances médiocres obtenues à l'exportation. Par ailleurs l'absence de diversification réduit le pouvoir des PVD sur le marché international, les industries alimentaires, textiles, confections, boissons et tabacs constituant la majeure partie de leur production. Enfin la croissance industrielle des pays du tiers monde rencontre des difficultés et des obstacles inhérents d'une part à la stagnation des économies développées et de plus en plus à une certaine forme de protectionnisme.

La dépendance technologique (2) des PVD fondée sur l'importation des biens d'équipements, des connaissances, etc., constitue le dernier, mais non le moindre, obstacle à l'industrialisation. On estimait, en 1973, à 1500 millions de dollars les dépenses en devises

faites par les PVD dans les années 1960. Ces mêmes dépenses étaient estimées à 20 milliards de dollars pour 1980. Cette situation va accentuer la dépendance financière: la dépendance technologique s'accompagne d'importants surcoûts industriels, ce qui renforce la fragilité de la compétitivité des biens fabriqués dans les PVD.

Ces résultats nous amènent à nous interroger sur l'opportunité du danger concurrentiel des Nouveaux Pays Industriels (NPI) avancés par certaines thèses. A ce niveau, il nous semble qu'il y a confusion entre exportations des NPI et des firmes multinationales (3). Les firmes transnationales investissent massivement dans les secteurs exportateurs: par exemple en Corée du Sud, en 1976, leur part dans les exportations industrielles est de 31,4% et de 90% pour les machines, l'appareillage électrique et les composants électroniques (4).

En résumé, on observe que dans la quasi-totalité des PVD, l'industrialisation a engendré des effets sociaux catastrophiques: dépendance alimentaire, mauvaise concentration urbaine, absence de politique d'habitat et émergence des phénomènes sociaux observés jusqu'alors dans les grandes cités des pays industrialisés.

Ce premier bilan industriel des PVD met en lumière un déséquilibre systématique entre l'agriculture et l'industrie au profit de cette dernière.

Aujourd'hui la redéfinition d'une stratégie industrielle dans les PVD exigerait une réorientation des investissements en faveur de l'agriculture, ceci en veillant notamment à la répartition de la valeur entre rémunération du travail industriel et agricole.

Est-ce l'industrialisation qui est à l'origine des problèmes alimentaires. Ou bien, est-ce le fait que l'agriculture est délaissée au profit de l'industrie ?

Il conviendra d'apporter à cette question fondamentale une réponse claire et précise.

## **Les conditions du développement autocentré**

Les conditions préalables à la mise en œuvre d'une politique d'industrialisation dans un PVD sont fort complexes à cerner. Cependant, nous pouvons énoncer des conditions minimales.

(3) A. Gallez et J.L. Troupin La stratégie des nouveaux pays industriels - in Revue Tiers Monde - n° 87 - Tome XXII - Juillet-Aout 1981.

(4) Marc Ecrement Développement auto-centré, industrialisation, PME artisanat et technologie appropriée, Janvier 1982. Nous partageons avec l'auteur ce point de vue qui constitue pour nous la 7ème condition.

---

## LE CO-DEVELOPPEMENT

Tout d'abord l'existence d'un surplus (réel ou potentiel), la mise en œuvre d'une industrialisation dans les PVD suppose d'abord, l'existence d'une source de financement fondée sur un surplus d'origine agricole ou minière.

La viabilité économique et industrielle d'un PVD exige de plus un espace économique minimum estimé empiriquement à 15-20 millions d'habitants.

La définition d'une fonction d'utilité collective hiérarchisant les objectifs que l'on s'assigne: niveau nutritionnel, de santé, d'éducation, de niveau de vie, d'indépendance, d'égale répartition des revenus, est également indispensable.

Il convient de même que soit acceptée volontairement une norme de consommation qui ne soit pas la norme capitaliste internationale et qui permette une forte propension à l'épargne (directe et indirecte). Enfin, la réussite dépend aussi de la propension au changement (mentalités, organique, culturel, etc.).

Une planification est par ailleurs nécessaire pour impulser les grandes orientations et rectifier les signaux de court terme par la prise en compte, aussi précise que possible, du long terme (coûts comparatifs anticipés). L'une des raisons qui rendent la planification nécessaire dans les pays en voie de développement est que, dans ces pays, le jeu du mécanisme des prix ne fait pas de la somme des décisions économiques le reflet des préférences des utilités collectives et de ses objectifs économiques.

En contrôlant et maîtrisant le processus de mise en valeur des ressources naturelles et de leurs potentialités industrielles il faut diversifier les bases de l'accumulation nationale. Il s'agit là de neutraliser les effets induits favorables à l'extraversion de toute politique économique ouverte sur le marché mondial. L'Etat doit assurer ainsi une fonction de régularisation économique et motrice de l'ensemble de l'économie.

Compte tenu de l'importance de la population rurale, il convient de développer l'emploi productif hors du secteur tertiaire, de freiner l'exode rural, et de créer un tissu industriel diffus reposant sur des structures régionales de production. Le développement de l'emploi rural à caractère industriel permet de freiner l'exode rural par la création d'emplois non agricoles, de diminuer les pertes, les coûts de

transport et de stockage des produits agricoles par leur valorisation et de développer la fabrication et le rassemblement dans les campagnes des moyens de production permettant aux zones rurales d'assurer par elles-mêmes la couverture de certains de leurs besoins (besoins alimentaires, besoins en habitat, besoins en infrastructures sanitaires, etc.).

### **Quelle politique industrielle ?**

L'industrialisation d'un PVD, dans cette perspective, renvoie à trois problèmes distincts que sont la définition des industries stratégiques, le problèmes des choix de filières, la politique institutionnelle.

Le développement auto-centré qui apparaît comme un processus global, cohérent et endogène (François Perroux), se fonde essentiellement sur une liaison étroite entre l'agriculture et l'industrie. Les deux grands secteurs doivent être reliés l'un à l'autre par des rapports de prix, d'emploi et de revenu et, par conséquent, par des rythmes de croissance compatibles.

La structuration industrielle du système productif national peut se faire sur la base de deux ensembles industriels :

#### **- soit des industries stratégiques « externes »:**

Ces industries devraient d'une part permettre de mener une politique d'exportation suivant la logique de la D.I.T (c'est-à-dire les avantages comparatifs). D'autre part, les industries garantiraient à moyen ou long terme la production de certains biens intermédiaires et d'équipements afin de desserrer la contrainte technologique externe;

#### **- soit des industries stratégiques « internes »:**

Ces industries devraient répondre à la satisfaction des besoins fondamentaux du marché intérieur, à l'emploi, structuration de l'espace socio-économique interne, désenclavement de l'arrière-pays, etc. Ce deuxième choix industriel présente une contrainte de réalisation, celle de la taille du marché intérieur.

Il s'agit donc de mettre en place une stratégie d'industrialisation orientée vers la compétitivité internationale (la force des PVD réside

dans l'avantage que procure les rapports W/L et W/VA (5) - par rapport aux pays industrialisés) et le marché intérieur local via une bonne connaissance des spécificités de la demande intérieure.

### Le développement par les filières

L'impératif pour chaque PVD porte en second lieu sur la définition des caractéristiques des stratégies de filières qui doivent conduire à un développement auto-centré.

Notons que les stratégies de filières existent, que ce soit au niveau des politiques industrielles de nombreux pays ou de la planification des grandes entreprises. Actuellement, on distingue les stratégies traditionnelles (créneau, intégration amont, intégration aval) et les nouvelles stratégies de filières. Ces deux ensembles de stratégies ont fortement caractérisé l'évolution des politiques industrielles étatiques ou privées.

Les stratégies traditionnelles consistent pour l'entreprise à rechercher une intégration verticale (amont-aval et aval-amont) qui va lui conférer un pouvoir vertical vis-à-vis des entreprises intégrées.

Les stratégies de créneaux sont celles dans lesquelles seules quelques productions, par choix ou par nécessité, vont être développées. Cette stratégie n'est recommandée qu'à condition de disposer de la technologie la plus perfectionnée et performante. Comportement très répandu dans l'industrie des composants électroniques.

Il convient cependant de distinguer les filières à dimension internationale et à dimension nationale ou locale.

On peut concevoir par exemple, pour la « filière internationale » la mise en œuvre d'une réelle politique de coopération entre certains groupes industriels (6) du Nord et des entreprises des PVD. On constate qu'une fonction de production combinant les avantages des deux devrait permettre une meilleure allocation des facteurs de production, une meilleure productivité du travail, un transfert progressif et adéquat de la technologie. Trois conditions préalables à la réussite de cette coopération internationale sont cependant à distinguer.

(5) W/L = Salaires et rémunérations par travailleurs  
W/VA = Part des salaires et rémunérations dans la valeur ajoutée.  
(6) Groupes industriels, PME, PMI, entreprises publiques ou privées.

Il faut tout d'abord décomposer la branche en segments de production. Ensuite en fonction des avantages des uns et des autres attribuer des tâches de production soit dans le sens d'une intégration verticale ou horizontale. Autrement dit, il faut arriver à concevoir des groupes industriels mixtes de dimension internationale. Par exemple, segmenter la fonction de production acier entre la France et certains PVD peut entraîner une meilleure compétitivité vis-à-vis de l'acier américain, japonais ou même italien (7). Cette conception de la redéfinition des rapports Nord-Sud dans l'industrialisation ou ailleurs nécessite un préalable politique; celui d'une volonté de vouloir instaurer de nouveaux rapports de production au niveau mondial.

La deuxième condition a trait à la nature des types de pouvoir et contrôle à mettre en place afin de garantir une meilleure répartition des revenus entre les différents partenaires industriels. Dans le scénario industriel précédent, la production de l'acier et sa transformation vont constituer les lieux d'accumulation les plus rentables. Ces deux moments se situeront vraisemblablement en France ou dans les pays développés adhérents à ce modèle d'accumulation. Il est donc nécessaire de définir des règles équitables pour le partage des valeurs ajoutées.

En dernier lieu la coopération industrielle directe entre entreprises des pays adhérents devrait primer devant une gestion publique ou «politique» qui risquerait de donner un caractère aléatoire et peu compétitif aux entreprises issues de cette coopération.

Pour les «filiales nationales ou locales», on peut concevoir un cadre d'économie régionale, de planification industrielle, ou la coopération industrielle mettrait en jeu les PME et les PMI. Ces petites et moyennes entreprises seraient plus aptes à répondre à la satisfaction des besoins essentiels de la population : alimentaire, habitat infrastructure, habillement, de quelques produits industriels, loisirs, etc. (8).

La mise en place des filières exige également une politique industrielle cohérente, dynamique, équilibrée et concurrentielle en ce sens qu'à l'intérieur de chaque industrie existe un certain nombre de filières alternatives qui sont en concurrence dynamique les unes avec les autres.

(7) Ces produits constituent de réels concurrents pour l'acier français.

(8) cf. M. Ecrement, op. cit. p. 5.



Les filières à mettre en place au sein des industries stratégiques « internes » devraient être choisies dans une optique de recherche d'une adéquation entre le niveau de qualification de la force de travail et des processus technologiques de production. Cette loi devrait constituer un paramètre de décision important afin de garantir le principe de la maîtrise progressive des transferts technologiques à court ou moyen terme.

L'autre problème de fonds que soulève le choix des filières est relatif au choix des tailles des unités de production (9).

Pendant longtemps l'objectif des firmes fut la recherche d'une croissance interne ou externe de leur base de production à grande échelle afin d'escompter en longue période une diminution importante des coûts de production, ce qui procurerait des économies d'échelle à la firme. Cette conception économique de la croissance a entraîné une grande partie des pays industrialisés à pratiquer le gigantisme industriel.

Depuis quelques années, l'épuisement des gains de productivité et la crise des normes de consommation et de production ont mis en lumière la difficulté des groupes industriels à effectuer des adaptations industrielles sans provoquer des licenciements ou des fermetures de chaînes de production. Les vertus de la grande taille en termes de gain d'économie d'échelle se trouvent remises en question par le caractère acyclique des grandes unités de production (il faudrait aussi signaler que d'autres problèmes ont été repérés au niveau de la synergie bureaucratique liés aux effets de la grande taille).

Cette situation nous conduit doublement à nous interroger sur l'opportunité de l'industrialisation des PVD sur le principe du gigantisme industriel. Ce choix exigerait en effet une neutralité industrielle, une bonne organisation administrative, une gestion performante, une maîtrise de la technologie, une maîtrise des coûts, etc., toutes conditions difficiles à réunir dans le tiers monde.

Ainsi, il nous semble que la manifestation courante de ce choix industriel dans un PVD s'est traduite surtout par d'importantes déséconomies d'échelles. Toutefois, cette politique industrielle peut être envisagée en étroite collaboration avec les groupes industriels internationaux dans le scénario recommandé pour la mise en oeuvre de la filière industrielle internationale.

En revanche, le choix des filières des industries stratégiques internes devrait être orienté vers la petite industrie (10). Pour ces

(9) Sur cette question, on peut consulter deux ouvrages: Gyorgy Cukor «Stratégies of Industrialisation in the developing countries - 1975 et Université de Kiel Industrial Development policies for Indonesia - 1974.

(10) Nous rappelons à cet effet que le choix technologique (capital using ou labor using) est parfaitement concevable dans les deux filières.

filières, on peut concevoir une politique de promotion du développement de la petite industrie avec des objectifs socio-économiques à atteindre. L'Etat doit donc assumer certaines responsabilités en vue de développer la petite industrie. Il est entendu que les entreprises industrielles des PVD ont besoin du soutien et de l'aide des pouvoirs publics, quelle que soit leur taille; toutefois, ce besoin est plus aigu dans le cas de la petite industrie. Cette action de l'Etat peut se manifester aux niveaux suivant:

- assistance financière (l'octroi de facilités de crédit, soutien aux banques, décentralisation du système financier),
- assistance dans les services de vulgarisation industrielle (domaines: économique et technique, le perfectionnement des méthodes de gestion et l'amélioration des fabrications),
- assistance dans les domaines industriels (Recherche et Développement technologique, modernisation, développement des relations de sous-traitance, élaboration des programmes de développement régional, aménagement de zone industrielle, etc).

(11) Définition de technologie appropriée (nous reprenons la définition de l'OCDE).

Pour les PVD passe souvent pour désigner des techniques simples, ayant une forte composante de main d'œuvre de caractère intermédiaire, et peu perfectionnée. Cette opinion repose sur deux observations: les techniques indiquées sont conçues dans les pays développés - le dosage des facteurs de production disponibles n'est pas du tout le même dans les pays en développement que dans les pays développés. D'où la nécessité de mettre au point des techniques mieux adaptées aux besoins des PVD.

La connaissance dynamique de chaque filière doit être assurée sur plusieurs plans. Celui des coûts tout d'abord: coûts actuels, courbe d'apprentissage, évolution attendue des divers éléments des coûts (travail-capital-transport-services). Celui des coûts sociaux: condition de travail, coûts de santé et de formation, pollution, impact sur l'environnement. On constate de ce point de vue que de nombreux PVD ont tendance à négliger ou à sous-estimer ces facteurs dont l'importance augmentera nécessairement dans les années qui viennent.

On s'intéressera également à l'évolution de la taille des unités de production: tendance à développer la petite taille (11), aux conditions de l'accès à la technologie: pour acquérir le processus (conditions, coûts) et maîtriser progressivement les différentes phases d'un transfert total: opérer, entretenir, réparer, modifier, concevoir, fabriquer, et enfin aux conditions de l'organisation de la production, des systèmes de communication de l'information, de l'organisation fonctionnelle des entreprises.

Outre l'efficacité économique et la croissance du revenu; la notion de «T.A.» recouvre des objectifs à caractère social, comme l'amélioration de l'emploi et des conditions de travail, la satisfaction des besoins essentiels et l'amélioration de la répartition du revenu, qui sont des objectifs purement économiques.

Dans la connaissance et le choix des filières, des technologies appropriées (11) vont apparaître à certains moments et seront choisies dans la mesure où leurs caractéristiques socio-économiques vont dans le sens du développement auto-centré. Il convient toutefois de ne pas exagérer l'importance quantitative de ces technologies qui, dans les trente ans qui viennent, resteront cantonnées à une action relativement limitée de l'économie.

## **De nouvelles orientations institutionnelles**

La mise en oeuvre harmonieuse, cohérente et efficace de ces nouveaux paramètres d'industrialisation d'un PVD exigent une structuration socio-économique dynamique, souple, décentralisée et culturelle. C'est le sens que doit revêtir la politique institutionnelle qui doit avoir pour objectifs: des progrès en organisation, des progrès dans la politique socio-éducative, des progrès dans l'orientation des décisions, des progrès dans la structure du marché, une politique d'aménagement du territoire et, enfin, une politique fiscale incitative.

Les progrès en organisation constituent l'accompagnement indispensable de toute politique auto-centrée. Ils impliquent nécessairement que soient mobilisés les professionnels de l'organisation notamment en ce qui concerne les changements dans les institutions, dans l'organisation économique.

Il convient en effet de réduire les délais de commande (allègement des procédures de contrôle, meilleure organisation des opérations portuaires), de réformer les modalités de contrôle et de fonctionnement des circuits de distribution.

Contrôle, surveillance et entretien de l'outil de travail sont également nécessaires.

Il faut en dernier lieu mettre en place une politique d'organisation spatiale et urbaine tenant compte des spécificités de chaque pays et surtout des expériences accomplies dans les pays industrialisés.

Si ces progrès ne sont pas accomplis en même temps que le reste de l'industrialisation, ils peuvent constituer en permanence des goulots d'étranglement.

Mais le développement industriel ne dépend pas seulement des capacités financières dont dispose un pays, mais aussi de sa capacité à concevoir, mettre en place, utiliser, entretenir et à reproduire l'outil de production.

La politique socio-éducative, doit donc préparer les conditions objectives d'intégration des importations technologiques, la

formation adéquate de la force de travail qui devrait se réaliser et se poursuivre en fonction des objectifs fixés par la politique économique, tout ceci nous semble fondamental si l'on veut éviter un gaspillage de la force de travail stockée dans le secteur tertiaire ou amplifier démesurément les emplois dans le primaire ou le secondaire, La politique éducative devrait se fixer deux objectifs :

- A court terme, mise en place d'infrastructures adéquates pour transformer une quantité importante de force de travail dans les services (essentiellement utilisée dans le tertiaire) en travail productif (primaire ou secondaire).
- A moyen et long terme, la politique éducative devrait avoir une stratégie de formation et d'orientation des élèves en fonction des capacités de chacun et surtout des besoins futurs de l'industrialisation du pays (technique, scientifique, recherche, agronomique, biologique, etc.)

La politique éducative doit s'associer à la mise en place de la logistique pour contribuer aux succès des industries stratégiques et des filières. Par exemple, le premier impératif pour les PVD est d'assurer un suivi très attentif et très précis des filières industrielles stratégiques. On peut concevoir par exemple, pour chacune des industries stratégiques, la création rapide d'un institut de technologie qui prendrait en charge la collecte des informations, la documentation technique, la formation sur place et à l'étranger, la recherche, la diffusion des innovations, etc. Il s'agit en la matière d'avoir dès le départ une vision très ambitieuse de façon à ce que le choix des industries stratégiques favorise au maximum l'internationalisation du progrès technique et industriel. L'autre rôle assignable à cet institut de technologie consisterait en une production d'information et d'indicateurs économiques très précis sur l'évolution des conditions de base de chaque produit industriel, structure des marchés, comportement et stratégies des acteurs du commerce et de l'industrie mondiale. Ce travail d'observation économique peut éclairer les entreprises des PVD dans leur décision de choix de partenaires industriels et autres, dans leur stratégie de croissance et d'investissement.

Le pouvoir central doit enfin favoriser l'orientation des décisions économiques, sur la nature des produits (qu'ils soient adaptés et sûrs), permettre une stimulation économique (crédits) par le biais d'accords bilatéraux d'Etat à Etat (moyen de réduire les incertitudes).

Enfin il convient d'orienter la demande intérieure vers les biens produits sur le territoire (politique de prix, promotion de ventes, publicité, appel à la conscience nationale) et, sélectivement (fiscalité), vers les produits importés les plus nécessaires.

Si le choix des industries stratégiques est réalisé dans les conditions définies dans cet article, la physionomie générale du marché sera composée de deux ensembles industriels et d'un secteur agro-tertiaire.

Au niveau industriel, au sein des deux ensembles la présence des pouvoirs publics serait souhaitable car la réalisation d'une unité de production hautement capitaliste exigerait certainement plus d'apports en capitaux que seul l'Etat peut financer et assurer en même temps un certain défi d'indépendance vis-à-vis du marché international. Sinon dans la construction des autres unités de production une coopération entre les capitaux publics, privés et internationaux (dans les conditions définies antérieurement) est souhaitable pour stimuler, dynamiser et créer une concurrence entre les différents secteurs et entreprises. Ce dernier aspect nous semble fondamental pour une économie en voie de développement pour les raisons suivantes...

La concurrence dans un PVD réduirait la présence de l'Etat dans l'activité économique. Il est notoirement reconnu que l'Etat-producteur est très souvent générateur de phénomènes bureaucratiques importants, inflationniste par la pratique systématique du déficit budgétaire, gros consommateur de force de travail, improductif, peu innovateur, etc.

La concurrence peut garantir une meilleure allocation des facteurs de production (qui n'est pas toujours le cas dans les PVD ou on assiste à d'importants gaspillages financiers).

La concurrence peut assurer et garantir une meilleure qualité des produits une plus grande productivité des facteurs de production, éliminer toute forme de bureaucratie et de mentalité d'assisté dans les établissements et entreprises publics.

La concurrence peut assurer une certaine harmonie dans le couple plan-marché. Par exemple, au niveau des prix, il faudrait éviter d'avoir à recourir systématiquement à une politique de protection ou

de soutien des prix. Cette intervention est seulement nécessaire et indispensable vis-à-vis des produits locaux menacés par des biens importés.

La concurrence peut encore encourager une certaine dynamique dans la mise au point de techniques adaptées aux spécificités socio-économiques de chaque PVD, par les entreprises locales ou mixtes.

En résumé, il nous paraît indispensable de maintenir un certain degré de fonctionnement des lois du marché. Le marché peut assurer une fonction de régulation économique et impulser une dynamique dans la croissance économique. Les différentes expériences ont montré l'incapacité du Plan à assurer une fonction dynamique, incitative, d'initiative d'un grand nombre d'agents économiques qui restent méfiants à l'égard des décisions d'un système fortement centralisé.

La réussite d'une politique d'industrialisation implique en dernier lieu des progrès dans l'aménagement du territoire visant à assurer l'équilibre économique des régions et de prévoir l'infrastructure nécessaire afin d'éviter tous les effets pervers d'une industrialisation. Pour cela, cet effort devrait porter prioritairement sur le développement de l'infrastructure routière, ferroviaire et maritime. Cet investissement permettrait d'éviter les goulots d'étranglements, de faciliter la communication entre les différentes zones industrielles et maritimes, d'encourager la mobilité des facteurs de production. Tous ces avantages vont se traduire concrètement dans la diminution des coûts de transports et dans des gains de temps.

Si l'industrialisation nécessitait la création de pôles de croissance (François Perroux), elle devrait se faire sur une autre philosophie de croissance économique (par exemple: satisfaction des besoins fondamentaux, exportations, etc.) que celle qu'exigeraient seulement les économies d'échelle (effets de taille, de concentration, etc.).

En fonction des expériences observées jusqu'à ce jour, il nous semble qu'il serait souhaitable de créer des espaces de croissance moins intensifs, moins concentrés, moins agressifs. Il nous semble que le manque à gagner au niveau quantitatif est largement compensé par la qualité de la croissance et aussi par une bonne infrastructure de communication (entièrement à la charge de l'Etat). Par ailleurs, ce choix de création d'espaces de croissance va permettre d'éviter un dysfonctionnement de l'équilibre économique général (développement d'une région au détriment du reste du pays),



les effets pervers (exode rural, urbanisation sauvage, pollution, prolifération de bidonvilles, violence, etc.). Toutefois, ces effets pervers peuvent largement trouver solution si la politique d'industrialisation menée encourage et développe la petite industrie. Dans ce cas la petite industrie pourrait jouer le rôle de régulation du tissu industriel et humain et juguler certains risques de dérapages économiques. Une politique de désenclavement pourrait inciter les entreprises publiques et privées à se rapprocher des centres de consommation. Cette partie du développement devrait relever de l'économie régionale plus habilitée à exprimer les besoins et les capacités des régions.

Pour soutenir une politique économique auto-centrée, il est nécessaire que les pouvoirs publics élaborent une politique fiscale tenant compte des objectifs à atteindre et de l'intérêt de l'ensemble des agents économiques participants à la croissance économique. Donc, il s'agit d'une politique fiscale claire, appropriée, souple et incitative en matière d'investissement (12). Cette politique peut constituer un instrument important pour fixer les frontières de croissance du secteur privé, les plus-values à rapatrier par les entreprises étrangères, assurer une certaine justice sociale en matière de l'imposition des revenus, les conditions pour encourager le drainage de l'épargne populaire, les modalités de contrôle ou même de suppression de la consommation des biens de luxe, la liste des produits locaux à protéger de la concurrence étrangère (taxe à l'importation).

### Une autre coopération

L'analyse de l'industrialisation et des perspectives des PVD permettent de constater qu'il est extrêmement délicat et complexe de formuler un modèle global unique d'industrialisation des PVD. Toutefois, à la lumière des expériences enregistrées dans les différents pays des perspectives concrètes de coopération peuvent être envisagées.

(12) En matière de fiscalité, on peut consulter l'ouvrage de Pheniphanh Ngaosyvathn *Le rôle de l'impôt dans les pays en voie de développement* - 1974.

A notre avis, l'innovation majeure résiderait dans les capacités politico-économiques de la France à vouloir les traduire matériellement (positivement) dans la mise en œuvre d'une nouvelle coopération. Pratiquement, cette innovation peut revêtir des formes multiples.

Accords d'Etat à Etat permettant de soutenir l'écoulement nécessaire de la production des industries naissantes (à court-moyen terme) et de garantir en retour les transferts de technologie, les connaissances, les compétences, la satisfaction des besoins alimentaires.

Actions de coopération prioritaire pour la mise en évidence des ressources et des potentialités nationales (lieux possibles d'accumulation).

Définir les modalités pratiques et juridiques de création d'entreprises mixtes de dimension internationale. Préciser les conditions du contrôle et du pouvoir et surtout des règles de la répartition des profits.

Dans un contexte de crise économique internationale, la France pourrait prendre en considération les besoins de développement des PVD dans les recherches partielles ou globales de sortie de crise économique. Par exemple, on pourrait imaginer au niveau industriel la restructuration de l'appareil de production français en fonction de deux objectifs :

- L'un dans une stratégie compétitive internationale. Cela serait les six filières industrielles classiques: nucléaire, pharmacie, agro-alimentaire, aéro-spaciale, télécommunication, armements.
- L'autre en fonction des besoins et perspectives de développement économique des PVD. En quelque sorte, spécialiser l'industrie française en fonction de deux demandes différentes, l'une destinée aux exigences de la compétition internationale, l'autre tournée vers les besoins du Sud.

Cependant, le marché des PVD n'est pas la propriété, ni le monopole des industriels français, ce qui impliquerait, en revanche une stratégie de conquête de marché axée sur une politique de coopération extrêmement claire, confiante, garantie des aléas politiques, volontariste et formuler à moyen-long terme les bases d'un réel co-développement.

En matière alimentaire, il s'agira de promouvoir un type de développement agricole qui permettent à chaque pays ou ensemble de pays d'atteindre le degré le plus élevé possible d'auto-suffisance.

La France développera davantage sa coopération en matière de formation professionnelle et en faveur de la promotion et du développement des PME-PMI.

---

## **LE CO-DEVELOPPEMENT**

En matière d'énergie, il convient de promouvoir le développement et la diversification des ressources énergétiques propres à chaque pays. Ceci implique le développement des potentialités énergétiques nationales y compris des énergies dites nouvelles ainsi que l'adaptation des technologies et des équipements à la nouvelle situation énergétique.

En matière industrielle, et dans l'immédiat, la France s'efforcera de promouvoir une meilleure adaptation des programmes d'industrialisation, des structures de production et des technologies en fonction des besoins, des ressources et des capacités de chaque pays ou de chaque région.

**Areski DHAMANI**

---

---

# Charles Maurras et Auguste Comte

**par Gérard LECLERC**

Je suis très heureux d'être ici, sous la présidence de Jean-Marie Domenach. Pour moi c'est inattendu, et c'est une circonstance à laquelle je suis très sensible. Mais je dois vous confier aussi mon embarras. J'ai dit oui sûrement un peu vite aux organisateurs de ce colloque. Et puis, j'ai une faiblesse rédhibitoire, c'est de ne pas être universitaire. Je me compare - toutes proportions gardées - au Maurras de la fin du siècle dernier, qui commençait son œuvre comme journaliste, et qui était absolument accablé de travail, et devait faire face aux sujets les plus divers. J'ai préparé néanmoins avec conviction ce court exposé et, malgré ma confusion, je vais essayer de tracer quelques pistes sur un sujet apparemment trop facile.

Maurras et Comte, pour qui a entendu parler quelque peu de Maurras, cela paraît dans l'ordre. Or ce n'est pas un sujet si évident. Ces jours derniers, en préparant cette communication, j'ai consulté à peu près tous les livres qui concernent les années de formation de Maurras. Il y en a un certain nombre: je pense à celui de James McCearney (*Maurras et son temps*, paru chez Albin-Michel en 1977), à celui plus ancien de l'américain Léon S. Roudiez, (*Maurras avant l'Action française*), et quelques autres. Et j'ai cherché avec avidité, vraiment avec avidité, ce qui pouvait concerner la rencontre de Maurras et de son maître Comte dans ces années d'apprentissage. Et j'avoue que ma quête a été très infructueuse. J'en suis désolé pour

moi-même et pour vous; mais il me semble que c'est déjà un signe un peu curieux.

Autre signe: vous savez que Pierre Boutang, qui est sans doute le disciple le plus brillant de Maurras, a consacré à celui-ci un ouvrage majeur, une sorte de biographie intellectuelle extrêmement importante. Eh bien, j'ai cherché avec autant d'avidité dans cet ouvrage ce qui pouvait concerner les rapports de Maurras et de Comte, et je n'ai quasiment rien trouvé. D'ailleurs la chose est si singulière que l'auteur lui-même ne s'en est probablement pas aperçu... J'ai téléphoné à Pierre Boutang, pour lui dire que j'étais en train de chercher dans son livre ce qui pouvait bien concerner Comte et Maurras. Boutang m'a dit: «J'en parle, mais je ne sais plus où». Or, en fait, j'ai bien vérifié, il n'en parle quasiment pas. Il ne parle pas de ce qui, en général, est considéré comme une trace extrêmement importante de cette influence, c'est-à-dire le petit essai sur Comte qui est un des quatre essais repris dans l'ouvrage qui s'intitule *L'avenir de l'intelligence*. Pierre Boutang traite très longuement du premier essai, qui donne son titre à l'ouvrage, («L'Avenir de l'intelligence»), mais il ne parle pas du texte sur Auguste Comte.

Les 5 et 6 de février dernier, l'association «Les Amis de la Maison d'Auguste Comte» - 82, rue Saint-Louis-en-l'Île - ont organisé un colloque international consacré à la pensée d'Auguste Comte dans son temps et à son influence. Gérard Leclerc, éditorialiste au journal «Royaliste», fit l'intervention sur Maurras et Comte que l'on peut lire ci-contre.

Dans le dernier n° de «Cité» nous avons donné le point de vue très documenté d'Emmanuel Lazinier sur cette question rarement soulevée du «comtisme» de l'Action Française. Et nous aurons l'occasion d'y revenir prochainement. Nous avons en effet appris par Pierre Chaunu que la monumentale thèse sur Maurras à laquelle Victor N'Guyen a consacré la plus grande partie de sa vie intellectuelle, doit paraître bientôt aux éditions Economica...

Ces indices sont troublants. Je dois dire que, dans cette recherche, il me manquait une source essentielle. Et je suis heureux d'en parler ici même, dans cette annexe de la Bibliothèque nationale, parce que les murs voisins ont été hantés pendant de nombreuses années par un chercheur qui a passé des heures et des heures dans les murs de cette Bibliothèque nationale. Je pense à Victor Nguyen, qui malheureusement nous a quittés prématurément. Nguyen a consacré toute sa vie intellectuelle à une immense thèse sur Maurras, qui, je crois, grâce à Dieu, est terminée - mais je ne sais pas quand nous en verrons la publication. Nous ne pourrions rien dire de définitif sur le sujet tant que nous n'aurons pas eu sa thèse, parce que je savais, par Victor Nguyen lui-même, mais aussi par des amis proches, qu'il était en désaccord fondamental avec la thèse de Pierre Boutang. Pour Nguyen, l'apport comtien, positiviste, est absolument essentiel à la compréhension du maurrassisme, ou de la pensée de Maurras, ou de la formation de Maurras - alors que, pour Pierre Boutang, elle est, de toutes façons, mineure.

Cette introduction vous ayant révélé qu'elle avait été ma perplexité, essayons de rechercher quelques données essentielles.

Maurras voue à Auguste Comte une admiration je dirai presque sans mesure. Quand on lit ce petit essai qui a été repris dans *L'avenir*

de l'intelligence, on est frappé par des formules qui expriment une reconnaissance quasiment infinie. Je me contenterai de reprendre les quelques phrases qui concluent ce petit essai: *«Comte a rouvert pour nous, qui vivons après lui dans le vaste sein du Grand-Etre, de hautes sources de sagesse, de fierté et d'enthousiasme. Quelques-uns d'entre nous étaient une anarchie vivante. Il leur a rendu l'ordre ou, ce qui équivaut, l'espérance de l'ordre, Il leur a montré le beau visage de l'unité, souriant dans un ciel qui ne paraît pas trop lointain. Ne le laissons pas sans prières, ne nous abstenons pas du bienfait de sa communion.»* Phrases extraordinaires ! Je ne sais pas si Maurras a écrit à propos d'un autre homme des phrases aussi fortes. Si l'on fait exception de son maître vénéré, qui fut son tuteur au moment de son adolescence et de sa surdité, et qui devait devenir ensuite évêque de Moulins: monseigneur Penon.

Il est certain que cet hommage extraordinaire prouve à quel point Auguste Comte a marqué la jeunesse de Maurras.

Tout le problème est de savoir de quelle façon. Est-ce qu'il s'agit d'une influence intellectuelle profonde ? Ou est-ce qu'il s'agit d'un événement d'un autre ordre ? Je dois vous dire que, sur ce point, j'ai été très aidé par Emmanuel Lazinier, qui est présent dans cette salle, et qui m'a envoyé une très belle lettre qui devrait d'ailleurs, à mon sens, figurer dans les Actes de ce colloque, car elle règle un problème important de biographie et un autre d'influence intellectuelle. J'ai lu certains passages de cette lettre à des gens à qui j'accorde une certaine importance et qui m'ont dit: « Il a totalement raison ».

Je reprendrai ici quelques passage: « Je formule une hypothèse, Maurras a dû être mis en relation très tôt avec Pierre Laffite, le « directeur du positivisme », par Anatole France, qui était un grand ami de ce dernier (...). Peut-être même Maurras a-t-il assisté aux cours que donnait Laffite au 10, rue Monsieur-le-Prince ? Et, par la suite, il a dû se mettre en rapport avec le positiviste « réactionnaire » Antoine Baumann, « l'un des meilleurs disciples de Comte », membre de l'Exécution testamentaire d'Auguste Comte et dont les idées politiques étaient plus à l'unisson des siennes. Il est caractéristique que dans son texte Maurras mentionne les deux adresses de la Société positiviste et de l'Exécution comme « deux sources bien distinctes de renseignements bibliographiques et biographiques sur Auguste Comte ».



Tout cela pour venir à quoi ? Si Maurras est venu à Comte, c'est parce qu'il a rencontré des comtistes. Et cela à une période particulièrement importante de sa vie.

Souvenez-vous de la phrase: « Quelques-uns d'entre nous étaient une anarchie vivante, Il leur a rendu (...) l'espérance de l'ordre. » Eh bien, l'« anarchie vivante », c'est Maurras. C'est Maurras qui sort d'une crise personnelle métaphysique extraordinairement profonde. On débattrait longtemps pour savoir si Maurras à une certaine période de sa vie a voulu se suicider - c'est possible: l'anarchie a été profonde, au point de refuser - et même de tout nier par principe, de se plonger dans une sorte de révolte de l'esprit absolue. Peut être que certains exemples presque contemporains, comme certains types d'anarchismes que mai 68 nous a révélés, pourraient nous donner quelque idée de ce que fut la révolte profonde de ce jeune homme qui, à ce moment-là, est, disons, un nihiliste.

Anarchie de la pensée, anarchie des sentiments, et... révolte. Révolte d'autant plus forte que Maurras est en opposition, en rupture, avec ses propres racines, familiales. Avec celles de sa mère, une catholique très fervente. Maurras semble rompre avec tout ce qu'il a reçu, convictions, sentiments, habitudes morales. Et, c'est dans cet état de révolte et de rupture qu'il va trouver une sorte de milieu d'accueil, ce milieu d'amis positivistes parisiens. A ce moment il peut retrouver une certaine conception générale de l'ordre qui lui permet de dompter son anarchisme et sa révolte. En définitive, ce dont il sera toujours reconnaissant à Auguste Comte, c'est de l'immense bienfait de l'ordre retrouvé, d'avoir retrouvé une possible cohérence intellectuelle. Je m'éloigne ici un peu du texte de la lettre d'Emmanuel Lazinier et je donne ma propre interprétation.

Vous connaissez sans doute l'une des phrases les plus révélatrices et les plus profondes de Maurras: « Ce qui m'étonne, ce n'est pas le désordre, c'est l'ordre. » Cette phrase s'explique par la difficulté extraordinaire du jeune homme à surmonter sa tentation nihiliste. Il n'a conquis sa certitude du bienfait de l'ordre qu'au terme d'une révolution intérieure où l'appoint de la puissante synthèse intellectuelle d'Auguste Comte a été déterminant. Cela, je crois que c'est une donnée sur laquelle tout le monde peut se mettre d'accord.

Le problème, maintenant, est de savoir s'il y a un comtisme - intellectuel - véritable de Maurras, et cela est une tout autre histoire. Là encore, n'ayant pas eu la chance de lire le travail de Victor Nguyen, et donc sous cette réserve, je ferai quelques remarques. Il est symptomatique que dans ce texte, d'admiration et d'hommage,

Maurras fasse déjà un certain nombre de réserves et d'objections. Il n'admet pas la loi des trois états. Or, ne pas admettre ce principe de base, du comtisme, c'est déjà se mettre en dehors du système, prendre ses distances par rapport à la synthèse et à son aspect totalisateur. Je pense que, dès le départ, il y a, certes une adhésion à un certain patrimoine d'idées, et à un certain nombre de thèmes, mais il y a aussi d'implicites désaccords intellectuels, qui excluent Maurras d'une authentique postérité comtienne.

Maurras affirmera, par exemple, son désaccord sur la possibilité de faire une morale positiviste: ce thème reviendra dans beaucoup d'articles de «*l'Action française*». Il me semble, quant à moi, que le problème le plus important pour Maurras, et qui deviendra l'un des thèmes fondamentaux de sa pensée, concerne l'impératif religieux. S'il y a un accord également profond entre Maurras et Comte, c'est bien sur la nécessité d'une religion. Il ne peut pas y avoir de lien social, de société, d'existence sociale, sans une religion. Je ne peux développer, mais je ferai simplement remarquer qu'il y a là un thème très moderne, une recherche très contemporaine, que nous retrouvons d'ailleurs chez des auteurs très divers : je pense au livre que Régis Debray a fait sur la «*Critique de la raison politique*» qui, à certains égards, a d'étonnantes résonances comtistes.

Il y a donc là un point de départ solide entre Maurras et Comte, mais Maurras n'adhérera jamais à la religion de l'Humanité de Comte. Et, dans une perspective qui est très comtiste - et qu'on lui reprochera d'ailleurs violemment, nous le voyons se retourner vers la religion qui est la religion de son baptême, la religion de sa mère, celle de ses pères, le catholicisme. Pour Maurras, il est vain d'inventer une nouvelle religion. Il n' imagine pas d'autre hypothèse possible dans l'ordre religieux que le catholicisme intimement lié à l'héritage français. Et une de ses grandes préoccupations intellectuelles - tout au début du siècle, jusqu'à la guerre de 14 et même au-delà, et qui se traduira par plusieurs ouvrages importants - sera d'entreprendre une sorte d'«*apologétique positiviste*» du bienfait du catholicisme.

Il y a eu une énorme polémique à ce propos, polémique qui resurgira au moment de la condamnation de *l'Action française*, en 1926, par le pape Pie XI, polémique qui revient épisodiquement encore aujourd'hui. Je me permets de dire à ce propos que, en général, on simplifie, et d'une façon presque éhontée: l'apologétique maurrassienne, que l'on assimile en général aux idées simplistes de Voltaire sur la nécessité d'un Dieu gendarme, et caetera. Je préci-

serai que Maurras a écrit explicitement le contraire. Pour lui, le catholicisme était la religion la mieux accordée aux plus hautes exigences de l'esprit et de la sensibilité. Donc l'objection habituelle est tout à fait malvenue. Maurras éprouve à l'égard du christianisme du Moyen Age, pour lequel Comte a d'ailleurs une admiration sans bornes, et, de l'ensemble de son héritage, une reconnaissance sans limite. Ainsi l'apologétique de Maurras de ce qu'il a appelé lui-même « l'Eglise de l'ordre » ne se réduit pas à ces catégories sommaires auxquelles la polémique a donné crédit. D'autant qu'elle se prolonge par l'affirmation du bienfait toujours actif et indispensable du catholicisme, contre toutes les prétentions du positivisme à le déclarer dépassé et à le remplacer par un culte nouveau, dit de l'Humanité.

Reste qu'il y a bien un « positivisme » d'Action française. Ce matin, j'avais un petit livre dans mon courrier, d'un auteur qui a subi incontestablement l'influence de Maurras: Pierre Debray (que Jean-Marie Domenach connaît bien). Je lisais dans son texte, que Maurras lui avait appris le « positivisme social ». Même si cette expression est aujourd'hui rarement employée, elle n'est pas incongrue, c'est pourquoi, en dépit des objections fondamentales, décisives, qu'Emmanuel Lazinier et les comtistes peuvent faire au « positivisme » d'Action française - celui-ci existe bien, dans sa modalité propre, même hétérodoxe.

Il faudrait établir d'une façon précise - depuis les origines de l'Action française, de l'Institut d'Action française, cette sorte d'université politique qui s'était constituée après la fondation du mouvement, comment la doctrine sociale de l'Eglise a été associée au positivisme. Les deux doctrines étaient systématiquement mises en rapport: on recherchait des convergences. Pour ce qui concerne le positivisme d'Action française, il faut noter le rôle de quelqu'un qui a beaucoup marqué Maurras: Frédéric Amouretti. On pourrait dire, de façon très journalistique, qu'à certains égards ce dernier a été l'Engels de Maurras... Il a beaucoup appris à Maurras sur Comte - et ce que l'on pouvait, sans démagogie, « récupérer » dans sa pensée. Il y a probablement dans les ouvrages, les opuscules, d'Amouretti une « récupération » du comtisme plus systématique que celle que l'on peut trouver dans les propres ouvrages de Maurras; et cette récupération du comtisme aboutit à un « royalisme positiviste ».

Je m'empresse de dire - ce n'est pas la peine de le préciser auprès de connaisseurs de Comte - que ce royalisme ne pouvait pas être comtien, Auguste Comte n'étant de toutes façons pas royaliste - en

dépité de la grande admiration qu'il a pour la monarchie française, Mais, pour lui, c'est le courant de pensée *rétrograde*, qui pense pouvoir réinstaurer un régime qui, par définition n'est pas réinstaurable. Donc il y a incontestablement un *coup de force* de la part de Maurras et de ses amis « positivistes » pour fabriquer un positivisme royaliste.

Mais c'était presque de bonne guerre. Pourquoi ? Parce qu'il y avait un positivisme républicain, qui s'était constitué à travers tout le XIXe siècle et sur lequel Claude Nicolet a écrit des pages fort instructives dans son essai sur « L'idée républicaine en France » (NRF, 1988).

Quand Maurras parvient à l'âge décisif, celui de l'émergence de sa pensée, à son arrivée à Paris, le positivisme est presque la doctrine de la République. Littré lui a donné forme, mais pas seulement lui: Claude Nicolet a montré quelles étaient les origines de ce courant de pensée qui s'enracine dans les idéologues de l'Empire. Le républicanisme du XIXe siècle est donc profondément marqué du positivisme, Jules Ferry lui-même... C'est évident. Et ce que veut Jules Ferry c'est substituer à une morale catholique qui lui paraît définitivement caduque, une morale scientifique qui est celle d'Auguste Comte. La stratégie intellectuelle de l'Action française, va consister à retourner contre la République ses propres armes intellectuelles.

Disons, pour faire bref, et pour clore cette partie de mon exposé, que ce que l'Action française et Maurras en particulier retiennent de Comte, c'est l'intention scientifique. Et, quand je parle d'intention scientifique, il conviendrait de faire des remarques et des précisions sémantiques extrêmement importantes. En un mot, la réflexion politique veut prendre appui sur une sociologie et rechercher des lois tirées de l'expérience. Mais l'influence positiviste trouve ses limites, et même ses contre-propositions, car - si l'on revient cette fois-ci à Maurras lui-même et au développement de sa pensée - on s'aperçoit qu'il y a des thèmes, il y a des tendances, qui contredisent la philosophie de Comte, et qui finiront par avoir le dessus parce qu'ils s'inscrivent dans les *habitus*, fondamentaux au sens scolastique, de Maurras. Je dirai qu'il y a chez lui, en dépit de son nihilisme de jeunesse, une exigence ontologique qui ne désarmera jamais.

Maurras retiendra toujours l'enseignement aristotélicien et thomiste de sa jeunesse: il ne pourra jamais consentir, par exemple, au naufrage, de la notion de *cause*. Et l'on finira par trouver, au terme de la construction politique maurrassienne une sorte d'achèvement ou de confirmation métaphysique.

Et puis il y a aussi ce que j'appellerai le *catholicisme résurgent* de Maurras. La sensibilité profonde de Maurras est catholique. Et, au moment de ses plus forts doutes et de ses plus fortes négations, comme il l'a montré dans des écrits sur son enfance et sur sa jeunesse, le catholicisme qui l'a marqué d'une façon ineffaçable ne cessera de revenir à la surface. Et puis je dirai qu'il y a la vie intérieure de l'homme Maurras - nous avons vu que dans le «comtisme» de Maurras, l'admiration pour Comte, tenait à une sorte de secret de sa vie (Anna de Noailles a dit de lui « nul ne porte en son cœur un plus profond secret »). Il faut saisir l'évolution spirituelle de Maurras pour comprendre en quoi il se sépare, définitivement, du comtisme; on ne peut comprendre cela qu'à travers sa poésie.

La poésie de Maurras c'est la part la plus secrète, la plus personnelle, de sa pensée, et sans doute la plus importante et la plus méconnue. Or, pour Maurras, «poésie est ontologie». L'être, ou la vérité suprême, qu'il n'a pu saisir grâce aux armes de la philosophie, de la métaphysique et de la critique, il va tenter de les conquérir par la voie de la poésie. «Poésie est ontologie» c'est son principe premier. Or, l'ontologie, elle, contredit directement le positivisme, car sa requête est celle d'une immortalité qui ne soit point seulement subjective, mais réelle. Et c'est là où Maurras retrouve les grands dogmes du catholicisme comme la résurrection, et en particulier la résurrection de la chair, qui est pour lui peut-être le plus grand dogme du christianisme.

J'avais encore noté deux points essentiels au sujet, mais je suis obligé de conclure. Je dirai simplement que le positivisme, enfin le positivisme prétendu de l'Action française, lui a joué bien des tours - parce qu'il a motivé, à travers bien des obscurités, le grand procès que lui fera l'Eglise, au travers notamment de certains penseurs, non négligeables d'ailleurs, certains théologiens...

J'ai apporté ici un livre important dans la polémique de l'époque: le livre du père Laberthonnière qui s'intitule *Positivisme et catholicisme*. Il y aurait beaucoup de choses à en dire. J'avais apporté aussi le livre du père de Lubac, publié juste avant la guerre, qui s'intitule *Le drame de l'humanisme athée*, qui contient une partie très importante sur Comte et le positivisme - et, par incidence, s'occupe de Maurras, avec le risque signalé d'une récupération positiviste du catholicisme, dans laquelle il discerne un redoutable danger dans la

---

## *MAURRAS ET COMTE*

mesure où, pour le père de Lubac, Comte, en définitive, est bien plus dangereux que Marx, et Nietzsche même, pour le catholicisme, parce qu'il est le vrai philosophe de l'incroyance moderne.

Mais arrêtons-nous là-dessus pour poser simplement, si vous voulez, la question: - Qu'est-ce qu'il reste de Comte profondément chez Maurras. - Qu'est-ce qui subsiste jusqu'au bout ?

A mon sens c'est l'intention scientifique, dont je vous ai parlé. Des thèmes essentiels, comme la tradition et le progrès. Le thème de l'héritage, l'ordre... Et puis aussi, peut-être, Clotilde de Vaux. C'est une partie qui reste à découvrir - que m'a signalée au passage Pierre Boutang: une certaine conception de la femme et du génie féminin que l'on retrouve chez Maurras dans bien des textes, en particulier dans sa polémique contre un certain féminisme, et qui, sans doute, est à rapprocher de ce que Comte a pu lui apprendre du génie de la femme. Je livre ce dernier thème à vos recherches et à vos méditations car il est un des plus importants au sein de l'ensemble de l'héritage du positivisme.





# Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Prix de chaque numéro: 35 F

N°1 (épuisé)

Quelle défense nationale ?

N°2

L'épreuve du terrorisme

Le dialogue social - E. Mousset

Libéralisme: le vent d'Amérique - A. Solari

La psychiatrie en question (1) - J. Betbèze

Littérature - Ph. Barthelet

Lectures talmudiques d'E. Lévinas - G. Sartoris

Fausse promesse de Garaudy - A. Flamand

N°3

La psychiatrie en question (2) - J. Betbèze

Les hommes du pouvoir socialiste - E. Mousset

Le libéralisme à l'américaine - A. Solari

Quelle politique industrielle ? - Entretien avec J.-M. Quatrepoint

Entretien avec le général Gallois

Hugo von Hofmannsthal - Ph. Barthelet

«Finnegans wake» de James Joyce - G. Sartoris

N°4

Introduction à René Girard - P. Dumouchel

Table ronde avec R. Girard et J.-P. Dupuy

Les municipales 1983 - E. Mousset

«Polonaise» - L. de Goustine

Le théâtre de Gabriel Marcel - Ph. Barthelet

N°5

Tocqueville et la démocratie

La révolution conservatrice américaine

L'après féminisme - E. Mousset

L'insécurité - Entretien avec Ph. Boucher

Voyage en URSS - M. Fontaurelle

N°6-7

Entretien avec J.-M. Domenach

Pouvoir et liberté chez Benjamin Constant

Pour une croissance autocentrée - P. Le Roué

Marchel Gauchet et l'extériorité du social

Deuxième gauche, premier bilan - E. Mousset

Voyage en Chine (1) - M. Fontaurelle

Conte de Noël - R. Talbot

La Sagesse de Raymond Abellio - M. Dragon

N°8 (épuisé)

Entretien avec Edgar Morin

Voyage en pauvreté, Angers - E. Mousset

Les libéraux selon la Charte

Voyage en Chine (3) - M. Fontaurelle

N°9

L'Union soviétique - Marco Markovic

Politique et conscience - Vaclav Havel

La pensée dissidente - Martin Hybler

Voyage en Chine (3) - Michel Fontaurelle

N°10

Nature et différence - Jean-Pierre Dupuy

La clé de voûte - Noël Cannat

Hérédité et pouvoir sacré - Y. La Marck

L'année de Gaulle - T. La Tour

Voyage en Chine (4) - M. Fontaurelle

N°11

Entretien avec E. Le Roy Ladurie

A propos de Jan Patocka - M. Hybler

«L'alliance et la menace» - Y. La Marck

Analyse du R.P.R. - J. Jacob

A propos de Sollers - A. Flamand

République et politique étrangère - P.M. Cou  
teaux

N°12

Entretien avec Marcel Gauchet

La Main invisible - Jean-Pierre Dupuy

Vertus et limites du déséquilibre - Y. La Marck

Un regard sur l'Allemagne - B. La Richardais

«Les Complices» - R. Talbot

Une histoire moderne - M. Hybler

N°13

Le lien social - Entretien avec Georges Dumézil

L'imaginaire indo-européen - Yves Chalas

Un portrait de Georges Dumézil - Ph. Delorme

A quoi sert le «Figaro Magazine» ? E. Mousset

René Girard, lecteur de Hamlet

Mario Vargas Llosa - F. Gerlotto

Nigéria, le mal aimé ? F. et I. Marcihac

Le succès de J. Bainville - I. Mitrofanoff

N°14

Numéro spécial Gabriel MARCEL avec Joël

Bouëssée, Miklo Veto, Pietro Prini, Jeanne Pa-

rain-Vial, Simone Plourde, René Davignon, Yves

Ledure, Pierre Colin, Jean-Marie Lustiger

N°15

Les chemins de l'Etat - Blandine Barret-Kriegel

La notion de souveraineté - Patrick Louis

L'Etat capétien (X-XIVe siècle) Ph. Caillex

Qu'allez-vous voir à Jérusalem ? - Y. La Marck

L'individu, l'Etat, la démocratie - B. La Richar-  
dais

Jorge-Louis Borges - Joël Doutreleau

Jakub Deml, le prêtre maudit - Luc de Goustine

Du gouvernement selon St Thomas - B. Bourdin

N°16

Entretien avec Léon Poliakov

Le phénomène monarchique - Roland Mousnier

Théorie de la justice chez John Rawls

Recherche sur l'individualisme

Comprendre le Japon - Ch. Mory

N°17 (épuisé)

Numéro spécial Emmanuel LEVINAS, avec J.

Doutreleau, Xavier Tilliette, Pierre Zalio - Per-

sonnages royaux au festival d'Avignon - Fr.

Bourguignon

N°18

Débat sur la crise économique, avec G. Des-

tanne de Bernis, Paul Dumouchel, André Grjé-

bine, Patrice Le Roué, Alain Parguez, Frédéric

Poulon, Christian Stoffaës, Philippe Trainar.

- Un flâneur à San Francisco - M. Fontaurelle

- Comte et Maurras - E. Lazinier